

UNE NOUVELLE LUMIÈRE

RAPPORT DE
VALEUR SOCIALE
2019-2020



CENTRE CANADIEN *de* PROTECTION DE L'ENFANCE™

Aider les familles. Protéger les enfants.



Centre canadien de protection de l'enfance

615, chemin Academy
Winnipeg (Manitoba), Canada • R3N 0E7
Téléphone : 204 945-5735 • Sans frais : 800 532-9135
Fax : 204 948-2461
Courriel : contact@protegeonsnosenfants.ca
Site Web : protegeonsnosenfants.ca

Le Centre canadien de protection de l'enfance inc. (CCPE) est un organisme de bienfaisance voué à la protection de tous les enfants. Nous sommes un organisme de bienfaisance enregistré au Canada (BN # 106913627 RR0001). Nous tirons notre financement de la générosité de donateurs individuels, d'entreprises, d'organismes, de gouvernements et de fondations. Si vous souhaitez faire un don au CCPE ou travailler avec nous, communiquez avec notre siège social.

© 2021, Centre canadien de protection de l'enfance inc. Tous droits réservés.

« cyberaide!ca », « enfants avertis » et « Priorité Jeunesse » sont des marques du Centre canadien de protection de l'enfance inc. (CCPE) déposées au Canada. « CENTRE CANADIEN DE PROTECTION DE L'ENFANCE », « Projet Arachnid », « EnfantsPortesDisparus.ca », « AlerteEnfantsDisparus », « ALERTES Cyberaide!ca », « AidezMoiSVP.ca » et « SHIELD par Projet Arachnid » sont utilisés au Canada comme marques du CCPE.

Le CCPE a le droit ou la permission d'utiliser toutes les images figurant dans ce rapport ou pense sincèrement que leur utilisation bénéficie de l'exception pour usage loyal. Les photos de banque d'images montrent des mannequins et servent à illustrer le propos. Pour les photos prises par des tiers et les articles de presse, l'auteur est mentionné dans la mesure du possible, et le CCPE ne revendique aucun droit d'auteur sur ces photos ou articles de presse. Les tweets sont reproduits tels qu'ils apparaissent sur Twitter^{MD} avec la date de publication. Lorsqu'une photo accompagne un tweet, on présume qu'elle appartient au titulaire du compte sur lequel le tweet a été publié, à moins que la source soit mentionnée dans le tweet. Les messages publiés sur les médias sociaux sont reproduits tels quels et leur reproduction n'équivaut nullement à un cautionnement de la part du CCPE. Les appellations d'emploi et les titres de fonction de certaines personnes citées pourraient avoir changé durant la période écoulée entre la rédaction du rapport et sa publication.

Toutes les autres marques ou dénominations commerciales citées dans ce rapport appartiennent à leurs détenteurs respectifs.

Les termes « partenaire » et « partenariat » sont utilisés au sens général et ne supposent en rien l'existence d'un partenariat légal entre le CCPE et une tierce partie.

Statistiques : Sauf indication contraire, les statistiques et les chiffres mentionnés dans ce rapport ont été compilés par le CCPE à partir des données dont il dispose et couvrent la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020. Des efforts raisonnables ont été déployés pour assurer l'exactitude et l'exhaustivité des données.



À propos de ce rapport

Le lecteur remarquera un peu partout dans ce rapport des mesures d'audience des productions du CCPE. Ces mesures sont basées sur les diverses sources mentionnées ci-dessous. Le glossaire qui suit facilitera l'interprétation des résultats.

Fréquentation Web, vues et téléchargements de fichiers PDF

Les chiffres indiqués concernant les visites, les vues et les téléchargements sont basés sur des statistiques compilées quotidiennement par le CCPE. Une « visite » est comptabilisée chaque fois qu'un site est consulté. Une « vue » est comptabilisée chaque fois qu'une page est consultée sur un site, sans compter les téléchargements de fichiers PDF. Le terme « vue » fait également référence au nombre de fois qu'une vidéo est visionnée sur un site de médias sociaux (voir plus bas). Un « téléchargement » est comptabilisé chaque fois qu'un fichier PDF est téléchargé.

Mentions dans les médias

Sauf indication contraire, le CCPE comptabilise ses mentions dans les médias (autres que les médias sociaux) à l'aide d'un logiciel de veille médiatique.

Terminologie des médias sociaux

Les statistiques sur les médias sociaux se rapportent à des plateformes comme Facebook^{MD} ou Twitter^{MD} et sont fournies par ces dernières. Le CCPE recueille périodiquement ces données à partir de ses comptes de médias sociaux et compile des informations ponctuelles à la fin de chaque campagne.

Un compte de médias sociaux est jugé « atteint » lorsqu'une publication se rapportant à l'objet d'une recherche (message, tweet, pseudonyme, mot-clic, etc.) apparaît dans le fil d'actualité dudit compte pendant la période étudiée. Une impression est comptabilisée chaque fois qu'une publication apparaît dans un fil de nouvelles, qu'elle soit vue ou non et peu importe le nombre de fois qu'elle apparaît dans un même fil (ce terme s'utilise aussi dans le contexte de la sensibilisation sur support matériel voir ci-dessous). Un clic est comptabilisé chaque fois qu'un internaute clique sur un lien dans une annonce.

Sensibilisation sur support matériel (panneaux d'affichage, enseignes, etc.)

La sensibilisation sur support matériel se mesure généralement en nombre d'impressions. Les impressions correspondent au nombre de fois qu'un support de sensibilisation est vu, peu importe le nombre de fois qu'une même personne le voit. Il s'agit ici d'estimations fournies par l'entreprise qui met le support matériel à disposition.



Centre canadien de protection de l'enfance



CENTRE CANADIEN de PROTECTION DE L'ENFANCE™

Aider les familles. Protéger les enfants.

Qui nous sommes

Le Centre canadien de protection de l'enfance inc. (CCPE) est un organisme de bienfaisance voué à la protection de tous les enfants. Il veut réduire l'exploitation et les abus sexuels d'enfants et offre à cette fin des programmes, des services et des ressources aux familles, aux éducateurs, aux organismes de services à l'enfance et aux forces policières du Canada ainsi qu'à d'autres acteurs du dossier.

Cyberaide!ca^{MD} — la centrale canadienne de signalement des cas d'exploitation et d'abus sexuels d'enfants sur Internet — relève aussi du CCPE, de même que Projet Arachnid, une plateforme Web qui détecte les images d'abus pédosexuels connues sur le Web visible et le Web clandestin et qui envoie des demandes de suppression aux hébergeurs.



Conseil d'administration

Kathie King,
présidente

Brian Brown,
premier vice-président

Janet Sigurdson,
deuxième vice-présidente

D^{re} Deborah Lindsay,
secrétaire

Michael Susser,
trésorier

John Wiens,
ancien président

Gerry Miller

Laura Mills

Scott Naylor

Alan Scott

Sue Snider

Brian Tario

**La lieutenant-gouverneure du
Manitoba, l'honorable Janice**

Filmon, C.M., O.M., LL.D., marraine
du Centre canadien de protection de
l'enfance.

Équipe de direction

Lianna McDonald,
directrice générale

Signy Arnason,
directrice générale
adjointe

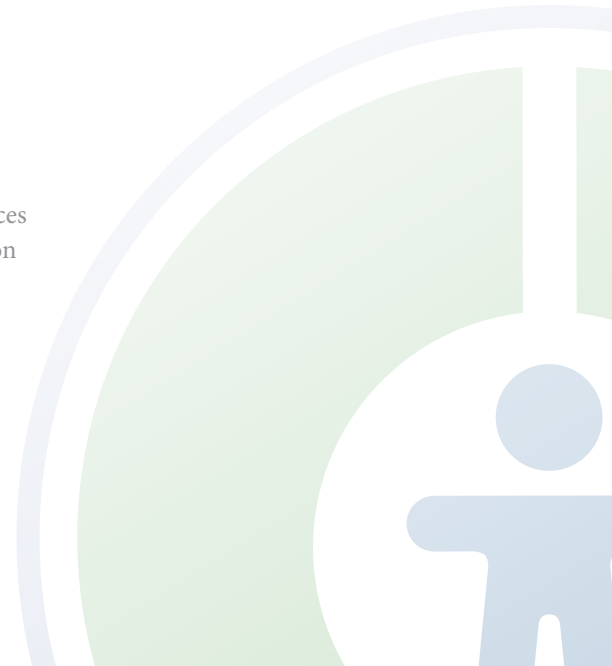
Noni Classen,
directrice de l'éducation

Lloyd Richardson,
directeur informatique

Stephen Sauer,
directeur de
Cyberaide.ca

Monique St. Germain,
avocate générale

Kristin Olson,
directrice des finances
et de l'administration





Centre canadien de protection de l'enfance





TABLE DES MATIÈRES

2	Avant-propos	56	Prendre position : Agir en justice pour protéger les enfants
4	Faits saillants de 2019–2020	60	Penser autrement : Initiatives d'éducation et de prévention
18	Agir pour faire changer les choses : Amplifier les voix des survivant.e.s	62	Dans les écoles : Enfants avertis
26	Projet Arachnid : Réduire l'accessibilité des images d'abus pédosexuels à l'échelle mondiale	80	Qu'on se le dise : Campagnes de sensibilisation
38	Cyberaide.ca : La réduction passe par le signalement	86	Volonté de protéger : Partenaires et alliés
50	EnfantsPortesDisparus.ca : Évoluer pour soutenir les familles	90	États financiers



AVANT-PROPOS

« Pendant longtemps, nous avons eu peur. Nous avions peur du noir [...] Nous voulons sortir de l'ombre. »

– Déclaration de sensibilisation des Phoenix 11

Au Centre canadien de protection de l'enfance (CCPE), nous savons tous que l'humanité est capable des pires choses. Chaque jour, à travers Cyberaide.ca et Projet Arachnid, nous sommes horrifiés de voir des enfants se faire exploiter, abuser et monétiser de toutes sortes de manières. Nous sommes parfaitement conscients de ce qui se trouve autant dans les sombres recoins du Web qu'à la vue de tous, ainsi que du combat à mener pour que la suppression de ces images devienne une priorité. Nous savons tout ça, et pourtant, nous choisissons la lumière.

En 2019–2020, les efforts du CCPE ont porté sur des initiatives, des ressources et des actions de sensibilisation qui, en plus de braquer les projecteurs sur l'abondance des images d'abus pédosexuels sur Internet et la mollesse de l'industrie par rapport au problème, font scintiller des lueurs d'espoir chez les survivant.e.s qui, des dizaines d'années durant, ont été relégué.e.s dans l'ombre.

C'est ce qui ressortait clairement de notre cadre pour la protection et les droits de l'enfant, intitulé *Nos manquements envers les enfants : Changer le paradigme*. Les 17 années que nous avons consacrées jusqu'ici au dossier de l'exploitation et des abus sexuels d'enfants sur Internet et les données issues de Projet Arachnid — notre plateforme Web qui détecte proactivement les images d'abus pédosexuels et envoie des demandes de suppression aux hébergeurs — nous ont fait comprendre qu'il fallait de toute urgence changer d'approche pour venir à bout des images d'abus pédosexuels et des images préjudiciables et violentes d'enfants sur Internet. Nous osons croire que le changement de paradigme et les appels à l'action qui émanent de ce rapport ouvriront la voie aux changements nécessaires qui permettront de réduire, voire d'inverser, la progression du nombre d'enfants qui subissent des abus et des préjudices sur Internet.

Pendant l'élaboration de notre cadre, deux journalistes du *New York Times* — Michael Keller et Gabriel Dance — sont entrés en contact avec le CCPE et d'autres acteurs du dossier pour voir comment sont abordés les enjeux entourant les images d'abus pédosexuels et leur suppression. De ces entretiens est née une série explosive en quatre volets intitulée « Exploited ». Cette série d'articles approfondis — du jamais vu jusque là — a provoqué une onde de choc auprès du public, de l'industrie et des pouvoirs publics.



Son plus grand mérite est d'avoir amplifié les voix des survivant.e.s qui, parfois, demandaient de l'aide sans faire de bruit pendant que d'autres criaient dans le vide. Soutenir les survivant.e.s est l'un des piliers de l'action du CCPE, et il faut pour cela que les victimes aient leur mot à dire sur la suppression des images d'abus pédosexuels et les mesures à prendre pour protéger les enfants.

En mars 2020, le CCPE a soutenu les Phoenix 11 lorsqu'elles ont pris la parole devant des ministres des Five Eyes, des hauts responsables de la Maison-Blanche et des membres de l'industrie à l'occasion d'une table ronde à la Maison-Blanche. Cette sortie a permis au groupe de consolider son statut d'allié visible des victimes, mais elle témoigne aussi du pouvoir des survivant.e.s de se faire entendre auprès de ceux qui peuvent influencer sur le cours des choses.

Le CCPE est lui aussi résolu à entendre pour apprendre. Cette année, nous avons eu le privilège de réunir un groupe de survivants masculins d'abus pédosexuels avec prise d'images afin de mieux comprendre leur réalité propre. Nous nous sommes aussi entretenus avec plusieurs mères de survivant.e.s qui nous ont raconté comment ce crime horrible affectait leur famille. Par leur courage et leurs témoignages, ces survivant.e.s et ces parents protecteurs nous aident à mettre au point des ressources, des services et des actions de sensibilisation qui auront un effet positif sur la protection des enfants et le soutien aux survivant.e.s dans le monde entier.

Pendant que l'année s'achevait et que la COVID-19 s'emparait de la planète, les pédoprédateurs se réjouissaient sur le Web clandestin des mesures de confinement qui leur offriraient inévitablement un accès facilité aux enfants. Cela n'a fait que renforcer notre détermination à armer les enfants, les familles et les organismes de services à l'enfance avec l'information, les ressources et les services nécessaires pour se protéger.

C'est facile de se laisser entraîner dans le noir; il faut choisir de combattre avec énergie. Cette année, nous avons eu le privilège de compter parmi les points de lumière pour les survivant.e.s, les familles et les enfants, et ensemble, nous continuerons de mettre en lumière tout ce qui doit changer pour assurer la sécurité et la protection des enfants.



Lianna McDonald
directrice générale



Kathie King
présidente



L'EMPREINTE DU CCPE :

FAITS SAILLANTS DE 2019–2020



Opération Lollipop

Toutes les 12 heures, le CCPE détecte 10 824 nouvelles images d'abus pédosexuels sur Internet avec Projet Arachnid. Pour illustrer de façon bouleversante la quantité d'images que cela représente, le CCPE a créé *Lolli : L'exposition dont personne ne veut parler*.

Installée au Stack Market de Toronto du 12 au 14 juillet 2019, cette exposition a attiré 1 300 visiteurs, dont le maire de Toronto, M. John Tory. Elle a bénéficié d'une importante couverture médiatique à la grandeur du Canada. Les mentions sur Internet, à la radio et à la télé ont atteint 125 millions de personnes¹.

Dans l'exposition, des sucettes (en anglais *lollipops*) se substituaient aux images d'abus pédosexuels par allusion au terme que les pédocriminels utilisent pour désigner leurs victimes. Les couleurs gaies et l'odeur agréable des milliers de sucettes tranchaient avec les panneaux jalonnant le parcours de l'exposition, qui reproduisaient des propos d'abuseurs recueillis sur le Web clandestin pour illustrer l'ampleur de l'épidémie d'images d'abus pédosexuels. On pouvait aussi entendre des survivant.e.s expliquer comment l'existence de ces images bouleversait leur existence.

¹ L'audimétrie a été réalisée par No Fixed Address (NFA).





Le parcours se terminait sur une note optimiste avec la présentation des capacités de Projet Arachnid, qui a le potentiel de sortir les survivant.e.s du cycle des abus et de l'inquiétude omniprésente. Des employés du CCPE étaient sur place pour répondre aux questions ou donner du soutien aux personnes ébranlées à la sortie de l'exposition. Les visiteurs étaient en outre invités à transmettre des messages aux survivant.e.s s'ils le désiraient :



« Je vous vois, je vous entends, je vous crois, je vous soutiens. Vous n'êtes pas seuls. Je vous envoie de l'amour. » [traduction]



LOLLI : L'EXPOSITION DONT PERSONNE NE VEUT PARLER 2019

Une exposition. Trois jours. Plus de 1 200 visiteurs ont ainsi pu prendre la mesure du fléau mondial des images d'abus pédosexuels – un sombre sujet dont on parle peu – et découvrir comment le Canada s'attaque au problème.





Pour appuyer le tout, le CCPE avait déployé une campagne sociomédiatique avant et après l'exposition. L'agence publicitaire torontoise No Fixed Address avait fourni au CCPE une vidéo percutante de l'exposition qui montrait les réactions des visiteurs tout en faisant entendre les voix des survivantes représentées. Les réactions des internautes ont été tout aussi viscérales que celles des visiteurs de l'exposition :

« *Tellement troublant! Je voudrais effacer toute trace de ce que j'ai vu et entendu, mais je suppose que c'est ça le problème. Nous devons protéger nos enfants et les entendre.* »
– *Commentaire sur Twitter [traduction]*

« *C'est horrible, mais il fallait attirer l'attention là-dessus. Espérons que ce mouvement permettra d'éviter que des milliers d'enfants innocents soient victimes d'abus et de violence.* »
– *Commentaire sur Facebook [traduction]*

« *Merci de votre détermination et de vos efforts pour sensibiliser la population et mettre un terme à cette situation. La pornographie juvénile est un dossier extrêmement troublant et sensible. Je pense que cette Opération Lollipop est un très bon pas dans la bonne direction.* » – *Commentaire sur Instagram^{MD} [traduction]*

Les publications organiques ont depuis généré 21 000 impressions. Pour leur part, les publications payantes ont généré près d'un million d'impressions et de 31 000 clics sur le lien vers le site de la campagne, OperationLollipop.ca.



CENTRE CANADIEN de PROTECTION DE L'ENFANCE[™]
Aider les familles. Protéger les enfants.

NOS MANQUEMENTS ENVERS LES ENFANTS : CHANGER LE PARADIGME

Cadre pour la protection et les droits des enfants relativement à la suppression des images d'abus pédosexuels et des images préjudiciables ou violentes d'enfants

Nos manquements envers les enfants : Changer le paradigme

En 2019, le CCPE a ajouté un document de plus à son arsenal dans le dessein d'accentuer ses efforts pour réduire l'accessibilité des images d'abus pédosexuels et soutenir les survivant.e.s.

Son nouveau cadre sur les droits de l'enfant, intitulé *Nos manquements envers les enfants : Changer le paradigme*, appelle les gouvernements, l'industrie et les centrales de signalement du monde entier à agir de toute urgence. Les politiques actuelles concernant la suppression des images d'abus pédosexuels sont axées sur la détermination et la suppression des images jugées illégales en vertu du droit pénal. **À la différence, le cadre du CCPE place au premier plan les intérêts supérieurs des enfants et leur droit à la dignité, à la vie privée et à la protection.** C'est une vérité incontestable que les droits d'un enfant victime seront sans cesse violés tant que des images de violence et d'abus à son endroit seront accessibles sur Internet.





Les moyens déployés pour combattre cette épidémie sont à bien des égards inadéquats, et le cadre soulève plusieurs grandes préoccupations :



L'industrie s'en tient strictement aux définitions étroites du droit pénal. Ces définitions ne tiennent pas compte du vaste éventail d'images préjudiciables et violentes en circulation et s'avèrent trop strictes pour servir de base à des décisions sur la suppression des images. Par conséquent, une grande proportion d'images préjudiciables et violentes reste en ligne.



Les entreprises de technologie n'ont pas toutes le même souci de protéger les enfants. Certains membres de l'industrie se hâtent d'agir dès qu'ils reçoivent des demandes de suppression d'images, d'autres les contestent ou les ignorent carrément.



Les images d'une série consacrée à un abus ne sont pas toutes supprimées. Beaucoup d'images sont produites dans le contexte d'un abus, et bien que certaines (prises isolément) ne répondent pas en principe à une définition pénale, elles s'insèrent quand même dans le continuum des abus subis par l'enfant. Par exemple, une série peut s'ouvrir sur l'image d'un enfant vêtu et en venir à montrer des scènes d'abus sexuel contre cet enfant. L'image de l'enfant vêtu n'en reste pas moins un rappel de l'abus qu'il a subi.



L'industrie manque de cohérence et d'objectivité dans ses analyses. Pour certains membres de l'industrie, tout signe de maturité physique exclura la suppression de l'image même si la demande vient d'une centrale de signalement fiable et vérifiée.



Les photos et les vidéos de violence physique sont souvent ignorées. Il y a parfois des scènes de violence physique extrême (ligotage, torture physique).



L'industrie applique ses conditions d'utilisation de façon arbitraire. Les entreprises interprètent et appliquent ces règles sans aucune véritable possibilité de révision ou d'appel par les membres du public. N'étant pas soumises à une surveillance adéquate, les entreprises prennent inévitablement des décisions arbitraires en ce qui a trait à la suppression d'images.

Le cadre du CCPE propose un ensemble de principes d'action selon lesquels la suppression des images d'abus pédosexuels et des images préjudiciables et violentes d'enfants doit être dictée d'abord et avant tout par la protection et les droits des enfants. Ces principes sont :

Que la suppression s'étende aussi à toutes les images préjudiciables et violentes d'enfants, y compris :



- toutes les images associées à l'abus. Ces images ne répondent souvent pas à une définition pénale, mais elles s'insèrent néanmoins dans le continuum de l'abus;
- les photos et vidéos d'enfants nus ou partiellement nus qui ont été diffusées (généralement après avoir été volées sur des comptes de médias sociaux non sécurisés ou prises en secret) ET qui sont utilisées dans un contexte sexualisé ou associées à des commentaires à caractère sexuel;
- les photos et les vidéos d'enfants en situation d'abus, de torture ou de contention.



Que l'industrie donne suite de façon objective et uniforme aux demandes de suppression d'images venant de centrales fiables et vérifiées et que les fournisseurs de services Internet refusent de servir les opérateurs négligents ou complices de la présence d'images d'abus pédosexuels sur Internet.

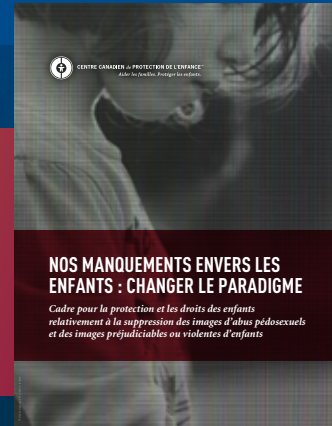


Que les pouvoirs publics prennent les devants et mettent en place des lois qui placent l'intérêt des enfants au centre de l'attention.



Que la société réclame des changements.

Ce cadre est un appel urgent à l'adoption de critères fondés sur l'intérêt supérieur de l'enfant victime lorsqu'il s'agit de décider de la suppression ou non d'une photo ou d'une vidéo. En 2020-2021, le CCPE compte établir un classement des entreprises selon leur promptitude à donner suite aux demandes suppression d'images.





Stratégie de communication



Dans la foulée du dévoilement du cadre en décembre 2019, le CCPE a publié un communiqué qui a donné lieu à sept entrevues avec des médias de tout le Canada.



L'ancien président du CCPE, John Wiens, a également écrit une lettre ouverte qui a été publiée dans le *Winnipeg Free Press* et qui nous appelle nous, notre gouvernement et les entreprises de technologie à assumer chacun nos responsabilités.



Le dévoilement du cadre a été soutenu par une campagne sociomédiatique qui a généré 5 800 visites sur la page de présentation du cadre dans la semaine qui a suivi.



Série du *New York Times* et sondage *Votre voix a le pouvoir de protéger les enfants*

Au début de 2019, les journalistes Michael Keller et Gabriel Dance du *New York Times* ont contacté le CCPE pour voir comment les organisations abordent les enjeux entourant les images d'abus pédosexuels sur Internet. Au fil des mois, ils ont pris connaissance du travail du CCPE et d'autres acteurs du dossier pour ensuite publier une série de quatre articles percutants intitulée *Exploited*, qui met en évidence la surabondance d'images d'abus pédosexuels sur Internet et la mollesse de l'industrie par rapport au problème.

Le *New York Times*, qui compte 130 millions de lecteurs par mois, a mentionné le CCPE, Cyberaide.ca et Projet Arachnid à de nombreuses reprises. Dès lors, notre petite organisation basée à Winnipeg s'est imposée comme une source majeure d'informations et de données dans la lutte contre les images d'abus pédosexuels à l'échelle mondiale.



SHIELD
Par Projet Arachnid

L'industrie était pointée du doigt pour son incapacité à protéger les enfants, et nous avons commencé à voir moins de résistance et plus d'ouverture par rapport aux demandes de suppression plutôt que des refus catégoriques. Certaines plateformes ont invité le CCPE à devenir un partenaire de signalement et notre API pour les entreprises — SHIELD par Projet Arachnid^{MC} — a gagné en intérêt et en utilisateurs.



Aux États-Unis, les articles du *New York Times* ont incité un groupe bipartisan de sénateurs à lancer un appel à l'action à l'industrie américaine. D'où l'invitation faite au CCPE et aux Phoenix 11 de participer à une table ronde à la Maison-Blanche plus tard dans l'année.

Nous reviendrons plus en détail sur cette rencontre dans les prochaines pages.



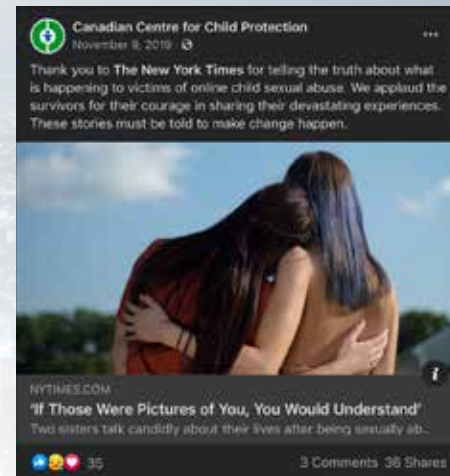
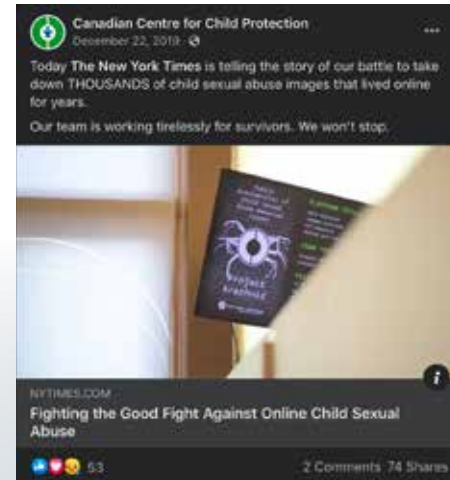
La série du *New York Times* a amplifié les voix de survivantes qui ont eu le courage de témoigner de leurs expériences et de leur douleur pour montrer comment l'industrie et les pouvoirs publics échouent à protéger les plus vulnérables. D'autres âmes courageuses — survivant.e.s et familles de survivant.e.s — du Canada et des États-Unis ont communiqué avec le CCPE après la publication des articles pour offrir leur soutien et leur collaboration. Nous avons été touchés par ces nouvelles relations, qui ont renforcé davantage notre détermination à continuer de dénoncer la surabondance d'images d'abus pédosexuels et leur impact sur les survivant.e.s dans le but de faire changer les choses.



En juin 2020, Michael Keller et Gabriel Dance ont remporté le prix de journalisme Robert F. Kennedy pour leur travail exceptionnel dans la série *Exploited*.

La série du *New York Times* a fait grimper la portée médiatique globale du CCPE pour les derniers mois de 2019 à environ 300 millions de personnes².

² La portée médiatique correspond au nombre de personnes exposées à une publication. Par comparaison, dans un mois type à forte activité médiatique, la portée médiatique du CCPE se situe autour de 100 millions de personnes.





Sondage *Votre voix a le pouvoir de protéger les enfants*

Après la publication du deuxième article du *New York Times*, en novembre, le CCPE a lancé un bref sondage intitulé *Votre voix a le pouvoir de protéger les enfants* afin de prendre le pouls de l'opinion publique sur la responsabilité des entreprises vis-à-vis de la suppression des images d'abus pédosexuels sur Internet. En un peu plus de trois mois, **10 500 + répondants ont indiqué dans une large majorité que les entreprises de technologie devaient répondre de leur mollesse** à supprimer les photos et les vidéos préjudiciables aux enfants et que le gouvernement devrait adopter des lois assorties de sanctions pour les entreprises récalcitrantes.

Voici les faits saillants du sondage :

83 % des répondants estiment que des accusations criminelles devraient être déposées contre les entreprises de technologie qui omettent de supprimer des images d'abus pédosexuels de leurs serveurs.

90 % des répondants estiment que les gouvernements devraient adopter des lois pour obliger les entreprises de technologie à se conformer à des normes de sécurité assorties de sanctions pour les entreprises récalcitrantes.

95 % des répondants estiment que les entreprises de technologie, lorsqu'elles sont informées que des images volées d'enfants sont republiées ou diffusées dans un contexte sexuel sur leurs serveurs et leurs plateformes, devraient être obligées par la loi de supprimer ces images.

Les résultats complets du sondage *Votre voix a le pouvoir de protéger les enfants* ont été publiés en marge d'une déclaration d'appui aux *Principes volontaires pour contrer l'exploitation et l'abus sexuels des enfants en ligne* issus de la Réunion ministérielle des cinq pays.

Nous reviendrons plus loin sur l'appui du CCPE à ce document et la conférence de presse de la Maison-Blanche pour annoncer son dévoilement.



Les PHOENIX¹¹ à la Maison-Blanche

À l'occasion d'une rencontre historique à la Maison-Blanche, les membres des Phoenix 11 ont été invitées à livrer leur témoignage dans le cadre d'une table ronde réunissant les participants de la Réunion ministérielle des cinq pays, des membres de l'industrie (Google^{MD}, Microsoft^{MD}, Snapchat^{MD}, Roblox^{MD}, Twitter et Facebook) ainsi que des hauts responsables de la Maison-Blanche.

Du temps a été alloué à chaque membre des Phoenix 11 pour raconter son histoire et expliquer comment sa vie a été bouleversée. Le courage dont elles ont fait preuve en évoquant certains des épisodes les plus horribles de leur vie a causé un silence dans la salle. Les Phoenix 11 ont imploré l'industrie d'en faire davantage pour protéger la sécurité et les droits des enfants sur Internet.

Lorsque les ministres ont été invités à prendre la parole, James Brokenshire, ministre d'État à la Sécurité au ministère de l'Intérieur du Royaume-Uni, a utilisé une partie de son temps de parole pour remercier les Phoenix 11 de leur courage et de leur action et rappeler que cette réunion sans précédent découlait directement de leurs efforts.

Après la table ronde, les participants de la Réunion ministérielle des cinq pays ont dévoilé en conférence de presse leurs *Principes volontaires pour contrer l'exploitation et l'abus sexuels des enfants en ligne*. Le procureur général des États-Unis, William Barr, a ouvert la conférence de presse en remerciant lui aussi les Phoenix 11 de leur courage et de leur détermination à faire changer les choses.

« Je félicite ces courageuses survivantes d'avoir attiré l'attention sur cette question. Nous leur devons toute notre gratitude pour le courage dont elles ont fait preuve en sortant de l'ombre pour raconter leur histoire. Elles ont donné une voix aux victimes qui étaient réduites au silence. Elles nous motivent à agir, et nous les remercions de leurs efforts courageux et infatigables. » [traduction]

A person is seen from behind, holding a glowing lantern high in their right hand. The scene is set in a dark, misty field at night, with a bright light source in the sky creating a glow. The overall mood is one of hope and guidance.

**AGIR POUR FAIRE
CHANGER LES CHOSES :
AMPLIFIER LES VOIX DES SURVIVANT.E.S**



Groupes de défense des intérêts des survivant.e.s

Phoenix 11

Depuis plus de deux ans, le CCPE travaille avec les Phoenix 11, un formidable groupe de survivantes du Canada et des États-Unis qui unissent leurs voix pour amener le monde à prendre conscience des préjudices durables causés par les abus pédosexuels sur Internet et de la nécessité de changer les choses.

En 2019–2020, le CCPE a accompagné les membres des Phoenix 11 qui, de survivantes, se sont transformées en véritables porte-paroles des victimes d'abus pédosexuels avec prise d'images et en un allié visible :

- En juin, les Phoenix 11, accompagnées de la directrice générale du CCPE, Lianna McDonald, se sont rendues à Washington pour participer à une rencontre avec le National Center for Missing and Exploited Children (NCMEC) afin de réexaminer leur plan tactique de sensibilisation et de discuter de la suite des choses.
- En juillet, les Phoenix 11 se sont rendues à Londres avec la directrice générale du CCPE, Lianna McDonald, pour participer à deux réunions importantes. La première fut une journée complète à la NSPCC (National Society for the Prevention of Cruelty to Children) qui s'est ouverte le matin par une table ronde réunissant des acteurs stratégiques du ministère de l'Intérieur du Royaume-Uni, d'organismes d'aide aux victimes d'abus pédosexuels et d'autres organismes de lutte contre les images d'abus pédosexuels. En après-midi, Liana McDonald a présenté Projet Arachnid et le travail du CCPE auprès des survivant.e.s au personnel de la NSPCC. De leur côté, les Phoenix 11 ont fait part de leurs impressions sur quelques programmes de la NSPCC en cours d'élaboration.





Elles ont également rencontré la ministre britannique Victoria Atkins — qui a pris le temps de les recevoir juste avant que le nouveau premier ministre s'adresse au Parlement pour la première fois — ainsi que des responsables du ministère de l'Intérieur du Royaume-Uni. À chaque occasion, les Phoenix 11 ont parlé des séquelles des abus qu'elles ont subis et réclamé des changements précis dans la prise en charge des images d'abus pédosexuels.

- La directrice générale Lianna McDonald s'est rendue à Genève avec une membre des Phoenix 11 pour rencontrer le conseil d'administration de la Fondation Oak, une organisation mondiale qui s'investit dans des enjeux d'ordre mondial, social et environnemental. Le CCPE a profité de cette rencontre de trois jours pour présenter au conseil et au personnel de la fondation son travail auprès des survivant.e.s et ses efforts à l'échelle mondiale pour réduire l'accessibilité des images d'abus pédosexuels.



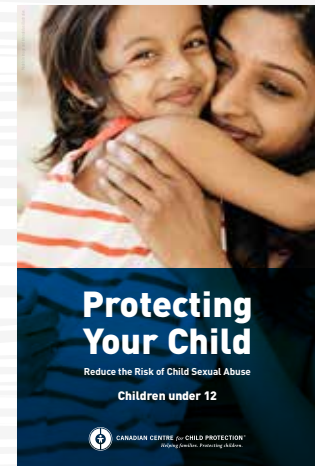
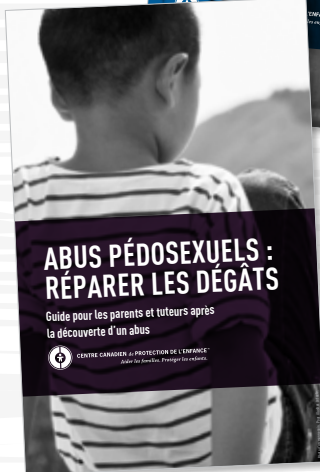
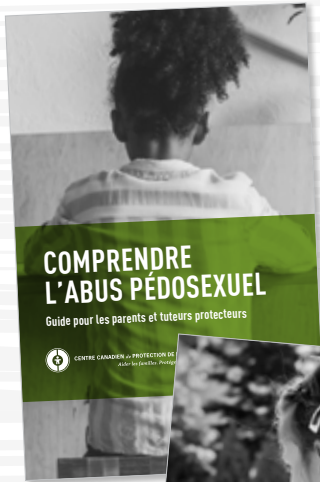


Mères de survivant.e.s d'abus pédosexuels

En mars 2019, le CCPE a réuni un groupe de mères d'enfants victimes d'abus sexuels enregistrés et diffusés sur Internet pour en savoir plus sur les difficultés que vivent encore les familles de survivant.e.s des années après la fin des abus physiques. Les mères vivent un continuum émotionnel qui se perpétue bien au-delà de la « découverte » de l'abus et qui est souvent marqué par la perte de relations, l'instabilité financière et une préoccupation constante pour la sécurité de leur enfant, entre autres choses.

Leur apport a largement contribué au développement de ressources de soutien destinées aux familles qui, souvent, ne savent pas quoi faire ni comment aider leur enfant. Pour aider les familles dans le processus de guérison, le CCPE a notamment créé une série de trois brochures intitulées *Comprendre l'abus pédosexuel*, *Abus pédosexuels : Réparer les dégâts et Protéger mon enfant*. En 2019–2020, près de 13 500 exemplaires de ces brochures ont été distribués et près de 900 versions PDF ont été téléchargées depuis le site du CCPE.

Ces ressources ont donné naissance à une autre brochure intitulée *Protecting Your Child* (en anglais seulement) dont l'objectif est d'expliquer la problématique des abus pédosexuels au grand public.





Chicago Males

Le CCPE commence tout juste à étudier, avec la collaboration d'un groupe d'hommes courageux qui acceptent de raconter leur histoire, les expériences des survivants masculins, qui portent le fardeau de la stigmatisation sociale consécutive aux abus sexuels perpétrés contre des personnes de sexe masculin.

En février 2020, une toute première retraite de survivants masculins a réuni à Chicago six survivants d'abus pédosexuels avec prise d'images du Canada et des États-Unis. Ils étaient accompagnés du D^r Duncan Craig, qui agissait comme facilitateur, des avocats des victimes (James Marsh, Carol Hepburn et Debbie Bianco), de la D^{re} Sharon Cooper et de représentants du NCMEC et du CCPE.

Cette émouvante première rencontre n'est que le début du travail du CCPE auprès de ce groupe de survivants.





Peter Hamer, qui a raconté son expérience d'abus pédosexuels dans un balado de la CBC intitulé *The Band Played On* (où l'on entend aussi la directrice de l'éducation du CCPE, Noni Classen), est venu au CCPE pour

tourner plusieurs vidéos destinées à notre série Experts, où il parle notamment de la réalité des survivants masculins d'abus pédosexuels avec prise d'images.

Cette ressource en ligne traite de problématiques liées à l'exploitation et aux abus sexuels d'enfants sur Internet et fait entendre des experts sur différents sujets dont les délinquants pédosexuels, les images d'abus pédosexuels, le dévoilement et la découverte d'un abus pédosexuel, l'aide aux enfants victimes, les impacts d'un abus pédosexuel et la prévention.

Une nouvelle vague de survivant.e.s

Cette année, le CCPE a fait la connaissance d'un groupe de survivant.e.s qui s'emploient à relever et à signaler leurs propres images d'abus pédosexuels sur Internet et qui se sont fait claquer la porte au nez plus souvent qu'à leur tour. Les articles du *New York Times* ont fourni à ce groupe l'assurance que le CCPE avait les moyens de les aider et qu'ils ne sont pas seuls dans leur lutte pour la suppression de leurs images.



Efforts pour faciliter l'enregistrement et l'utilisation de déclarations de la victime et de déclarations au nom d'une collectivité au Canada

Depuis 2016, le CCPE travaille avec des survivant.e.s et leurs représentants légaux pour obtenir des déclarations de la victime (DV) et en faciliter le dépôt auprès des tribunaux. Le juge prend connaissance des DV au moment d'imposer une peine à un individu reconnu coupable d'avoir possédé ou distribué des photos ou des vidéos à caractère sexuel du ou de la survivant.e quand il ou elle était enfant ou d'avoir accédé à de telles images. Avant 2016, il était extrêmement rare que des DV de ce type soient déposées auprès des tribunaux. Le CCPE dépose aussi des déclarations au nom d'une collectivité (DC) dans des affaires où les victimes du crime ne sont pas toutes identifiées ou ne sont pas en mesure de déposer une DV.

Prévues par le *Code criminel* du Canada, les DV et les DC sont de précieux outils dans le processus de détermination de la peine parce qu'elles permettent aux victimes et aux communautés de déclarer tout le mal que le crime leur a causé et continue de leur causer. Les DV et les DC font généralement état des répercussions émotionnelles, physiques et financières subies par les victimes ainsi que des craintes que ces dernières ou leur collectivité peuvent avoir pour leur sécurité à cause du crime.

Le CCPE veut aider les survivant.e.s et les membres de leur famille à rédiger ou à enregistrer des DV. Le CCPE facilite aussi le dépôt des DC suivantes auprès des tribunaux canadiens :

- une DC rédigée par le CCPE au nom de toutes les victimes (identifiées ou non) d'abus pédosexuels;
- une DC rédigée par le CCPE au nom de toutes les personnes qui ont envoyé une image intime, y compris celles qui ont vu des images intimes d'elles-mêmes partagées sans leur consentement;
- une DC rédigée et enregistrée par les Phoenix 11, un groupe de survivantes d'abus pédosexuels enregistrés et, dans la plupart des cas, diffusés sur Internet.



En 2019–2020, le CCPE a constaté une augmentation significative des demandes de DV et de DC de la part des procureurs de la Couronne d'un bout à l'autre du Canada. Voici quelques faits saillants à propos des déclarations déposées par le CCPE en 2019–2020 :



Un plus grand nombre de dépôts multiples (plus d'une DV, plus d'une DC ou une combinaison des deux dans une même affaire). Cela permet aux tribunaux d'entendre les points de vue de diverses victimes et communautés, de sorte que leurs voix obtiennent l'attention qu'elles méritent dans le processus de détermination de la peine.



Le tout premier dépôt de la DC du CCPE sur la distribution non consensuelle d'images intimes.



Le tout premier dépôt d'une DV au Nouveau-Brunswick. Le fait que cette province soit officiellement bilingue a aussi permis de déposer pour la première fois une DV enregistrée avec sous-titres en français. Cette affaire crée un précédent juridique notable, car il s'agirait du premier jugement de condamnation pour pornographie juvénile publié au Nouveau-Brunswick depuis que le *Code criminel* du Canada a été modifié en 2015, et ce jugement contient des observations confirmant le rôle essentiel des DV dans le processus de détermination de la peine.



PROJET ARACHNID :
RÉDUIRE L'ACCESSIBILITÉ DES IMAGES
D'ABUS PÉDOSEXUELS À L'ÉCHELLE MONDIALE



Projet Arachnid évolue et s'adapte sans cesse pour arriver à mieux détecter les images d'abus pédosexuels de manière proactive. Capable de traiter des milliers d'images à la seconde, Projet Arachnid possède des capacités de détection et d'action largement supérieures aux méthodes traditionnelles. Depuis son lancement en 2017, Projet Arachnid a **détecté 15,6 millions d'images suspectes et envoyé 5,5 millions de demandes de suppression³** à des fournisseurs de contenu. **En 2019–2020, Projet Arachnid a détecté en moyenne 400 000 images suspectes uniques par mois, pour un total de près de 4,8 millions d'images uniques détectées.**

D'autres centrales de signalement ailleurs dans le monde contribuent largement à l'enrichissement de la plateforme grâce à un dispositif appelé Arachnid Orb. Ce dispositif permet aux analystes du monde entier de mettre leurs expertises en commun afin de réduire les dédoublements d'efforts et d'en venir à augmenter le nombre de demandes de suppression envoyées par l'entremise de Projet Arachnid.



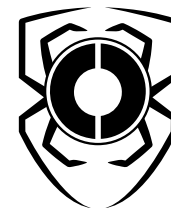
En 2019–2020, la centrale allemande JUGENDSCHUTZ.NET, le commissariat à la sécurité électronique d'Australie et l'organisme finlandais Protect Children (Suojellaan Lapsia) ont joint les rangs de l'équipe grandissante d'analystes dont faisaient déjà partie le Canada, les États-Unis, la Suède, la Colombie, la Croatie et l'organisme finlandais Save the Children (Lapset Pelastakaa – Radda Barnen) afin d'augmenter la capacité et l'efficacité de Projet Arachnid à détecter les images d'abus pédosexuels sur Internet et à les faire supprimer.

³ En date du 31 mars 2020.



En avril 2019, le gouvernement britannique a publié un document intitulé *Online Harms White Paper*, qui fait mention de Projet Arachnid et aborde les points clés du cadre pour la protection et les droits de l'enfant du CCPE (*Nos manquements envers les enfants : Changer le paradigme*).

En plus de ses fonctions d'exploration, Projet Arachnid a évolué en une plateforme dotée d'outils permettant aux entreprises d'agir en amont contre les images d'abus pédosexuels, dont l'API **SHIELD** par **Projet Arachnid**. Au lieu d'attendre que Projet Arachnid détecte des images et les en avise, les entreprises peuvent utiliser **SHIELD** par **Projet Arachnid** pour détecter rapidement les images connues sur leurs serveurs et en accélérer ainsi la suppression. Les entreprises qui ne souhaitent pas interagir



SHIELD

Par Projet Arachnid

directement avec **SHIELD** par **Projet Arachnid** peuvent enregistrer leur service ou leur domaine auprès du CCPE pour que les demandes de suppression leur soient envoyées directement à elles plutôt qu'à leur hébergeur.

Certaines entreprises, comme les services de filtrage, peuvent télécharger des listes dynamiques d'adresses URL menant à des images d'abus pédosexuels dans le but de les filtrer.





Transcender la définition

Projet Arachnid met aussi à la disposition des entreprises sa liste d'empreintes numériques d'images préjudiciables et violentes en circulation sur Internet. Ces images ne constituent pas de la pornographie juvénile au sens du *Code criminel*, mais leur existence s'avère néanmoins préjudiciable aux survivant.e.s. Il peut s'agir d'images d'enfants en tenue sexy, d'images intimes autogénérées qui ont été partagées sur Internet sans consentement ou de photos d'une victime connue prises avant ou après les abus qu'elle a subis. La suppression de ces images répond directement aux recommandations du CCPE dans son nouveau cadre pour la protection et les droits de l'enfant (*Nos manquements envers les enfants : Changer le paradigme*). Le CCPE préconise la suppression des photos et des vidéos faisant partie du continuum de l'abus afin de réduire la revictimisation des survivant.e.s.

Ces images ne répondent pas nécessairement à une définition pénale, mais elles contreviennent souvent aux conditions générales d'utilisation (CGU) des fournisseurs. Projet Arachnid commence à envoyer automatiquement des demandes de suppression d'images à l'industrie en cas de violation des CGU.

En plus de supprimer les images, l'industrie peut aider à réduire la revictimisation des survivant.e.s en les désindexant des résultats. Les analystes de Cyberaide.ca collaborent de plus en plus avec des fournisseurs comme Google et YouTube^{MD} pour veiller non seulement à ce que les images soient supprimées, mais aussi à ce qu'elles ne continuent pas d'apparaître ailleurs.

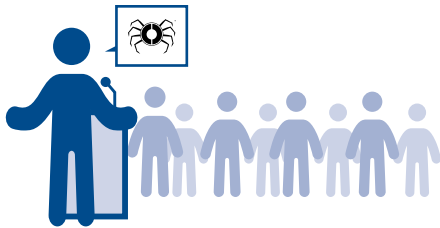




Impact international

Avec le soutien du gouvernement du Canada, la communauté internationale a vite reconnu le formidable potentiel de Projet Arachnid pour lutter contre les images d'abus pédosexuels sur Internet et l'impact mondial qu'il peut avoir sur ce crime sans frontières. *Nous reviendrons plus loin sur le soutien international.*

Malgré les efforts déployés à l'échelle mondiale pour identifier les enfants dans les photos et les vidéos d'abus pédosexuels, le défi reste immense. Comme d'autres acteurs du domaine, le CCPE s'inquiète énormément du sort des enfants qui se font abuser de la sorte et de ceux qui ont peut-être survécu à ces abus, mais qui se font à présent revictimiser sur Internet. La lutte contre les abus pédosexuels doit devenir une priorité internationale. Le CCPE demande aux gouvernements :



de s'engager à soutenir Projet Arachnid et le développement de solutions technologiques permettant de détecter les images d'abus pédosexuels et d'en faciliter la suppression;



d'inciter les forces policières à soumettre les empreintes numériques des images d'abus pédosexuels à INTERPOL le plus rapidement possible;



d'entamer des consultations avec le CCPE et d'autres organismes de protection de l'enfance au sujet du droit de ces enfants à retrouver leur vie privée et leur dignité et à ne pas subir d'autres préjudices.



« Nous ne pensions jamais qu'il nous serait un jour possible de faire enlever d'Internet les images des abus que nous avons subis. Nous avons toujours cru que ça aussi, c'était hors de notre portée. Maintenant que nous savons qu'il existe bel et bien des moyens de le faire, nous voulons mettre un point final à tout ça. Nous ne voulons pas qu'un seul autre enfant subisse la même chose que nous si l'on peut remédier à la situation. »

– Une membre des Phoenix 11 [traduction]



Coopération internationale

En 2019–2020, le CCPE a fait des vagues partout dans le monde et les membres de sa direction ont participé à plus de réunions, de conférences et d'activités médiatiques à l'étranger que jamais auparavant. Voici les quelques faits saillants de l'année :



En septembre 2019, la directrice générale du CCPE, Lianna McDonald, s'est rendue à Sydney en Australie pour faire une présentation à une conférence sur la sécurité électronique avec Michael Salter. Elle a aussi rencontré Julie Inman Grant, commissaire à la sécurité électronique.



L'Australien Michael Salter a passé un mois au CCPE dans le cadre d'une bourse de recherche d'une durée de quatre ans ayant pour objectifs l'étude de données sur les abus organisés, l'analyse d'images d'abus pédosexuels datant d'avant l'avènement d'Internet et une possible étude sur le contenu d'images à caractère sexuel autoproduites.



Il s'agit des personnes que nous servons, de celles pour qui on se bat. Il s'agit des enfants innocents qu'on voit dans des scènes de violence et d'abus horribles. Ce serait vraiment, vraiment grave que les technos ferment simplement la porte aux forces policières.

John Clark



Le message, c'est qu'on se fiche des enfants. On décide sciemment de dire qu'on se fiche des enfants et qu'on ne va pas les protéger; c'est aussi simple que ça.

La vraie question, c'est : sommes-nous prêts à sacrifier la vie et la sécurité des enfants sur l'autel de la vie privée des adultes?

Lianna McDonald

En octobre 2019, la directrice générale du CCPE, Lianna McDonald, a participé à un sommet du ministère américain de la Justice sur les inconvénients du chiffrement dans les affaires d'exploitation sexuelle d'enfants (Lawless Spaces: Warrant-Proof Encryption and its Impact on Child Exploitation Cases). Elle a participé à un panel avec le PDG du NCMEC, John Clark, et la mère d'une survivante d'abus pédosexuels avec prise d'images pour expliquer en quoi le chiffrement de bout en bout nuirait la protection des enfants.



En novembre 2019, la directrice générale du CCPE, Lianna McDonald, s'est rendue à Lyon, en France, pour présenter notre travail auprès des survivant.e.s d'abus pédosexuels avec prise d'images à la 37^e réunion du Groupe spécialisé d'INTERPOL sur la criminalité contre l'enfance.





Elle s'est ensuite rendue à Rome pour participer à une rencontre organisée par les académies pontificales des sciences et des sciences sociales (Promoting Digital Child Dignity). Elle a **rencontré le pape** au premier jour de cette rencontre. Elle a aussi rencontré la reine Silvia de Suède, le personnel de la Fondation Oak, des représentants de l'industrie (dont Facebook et Microsoft) et le professeur Hany Farid, spécialiste de l'analyse d'images numériques, qui a développé et déployé une technologie permettant de lutter contre la distribution d'images d'abus pédosexuels à l'échelle mondiale.



En novembre 2019, Lloyd Richardson, directeur informatique du CCPE, a participé à un panel dans le cadre d'une table ronde sur l'IA et la sécurité des enfants sur Internet organisée par la World Childhood Fondation et tenue au Palais royal de Stockholm.





Au début de décembre 2019, Mark Johnston, ingénieur en systèmes et logiciels au CCPE, a participé au marathon de programmation de Facebook à Londres et a rencontré des représentants de Facebook pour discuter de la technologie utilisée par le CCPE dans le robot d'exploration de Projet Arachnid.



À la mi-décembre 2019, notre directrice générale Lianna McDonald et notre directeur informatique Lloyd Richardson se sont rendus à Addis-Abeba, en Éthiopie, pour participer au sommet de l'Alliance mondiale WeProtect sur la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet, qui a réuni des représentants d'une cinquantaine de pays pendant deux journées complètes. Ils ont également fait une présentation à Investors Forum, un regroupement de bailleurs de fonds préoccupés par la problématique des images d'abus pédosexuels.



Laura Randall (au centre), de la National Society for the Prevention of Cruelty to Children (NSPCC) au Royaume-Uni, est venue rencontrer la direction du CCPE pour se renseigner sur nos efforts pour protéger les enfants sur Internet au Canada.



Au début de 2020, Signy Arnason, directrice générale adjointe du CCPE, et Stephen Sauer, directeur de Cyberaide.ca, se sont rendus à Seattle pour participer à un événement de l'Alliance mondiale WeProtect consacré à la prévention du conditionnement d'enfants sur Internet, au siège de Microsoft. Cet événement qui réunissait des responsables de l'industrie, des ONG et des gouvernements a donné lieu au dévoilement de Project Artemis (un outil de détection du conditionnement sur Internet) et à des discussions sur ce que l'industrie pourrait faire de plus. Durant leur séjour à Seattle, ils ont également rencontré en personne le ministre de l'Intérieur et le commissaire à la sécurité électronique du gouvernement australien pour discuter du travail du CCPE et explorer des pistes de collaboration.



En février 2020, le directeur de Cyberaide.ca, Stephen Sauer, s'est rendu à Helsinki pour rencontrer deux organisations finlandaises impliquées dans Projet Arachnid : Pelastakaa Lapset (Save the Children Finland) et Suojellaan Lapsia ry (Protect Children Finland). Il a également eu l'occasion de rencontrer des responsables de la police nationale finlandaise (NBI Finland) pour discuter plus à fond de Projet Arachnid et des façons dont nous travaillons avec d'autres centrales de signalement ainsi qu'avec la police.





Il s'est ensuite rendu à Bruxelles pour participer à un groupe de discussion sur l'IA organisée par la Commission européenne (CE) et INHOPE (International Hotline Operators of Europe). Dans le cadre d'un panel au programme de l'événement du 11 février, le CCPE a été invité à faire une présentation sur l'utilisation de l'IA par Projet Arachnid et notre perspective sur les problématiques liées à l'utilisation de l'IA dans la lutte contre les images d'abus pédosexuels sur Internet.

Cet événement a aussi permis au CCPE de rencontrer en personne des responsables du bureau de DG Connect de la CE et d'INTERPOL. Il a aussi rencontré des responsables de la DG Affaires intérieures de la CE — Unité de lutte contre la cybercriminalité, pour discuter de Projet Arachnid et de notre stratégie actuelle en matière de suppression des images d'abus pédosexuels. Cette rencontre a fourni une bonne occasion de prendre la mesure du contexte européen de la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet et de discuter des moyens de renforcer notre collaboration avec l'UE.

En mars 2020, la directrice générale adjointe du CCPE, Signy Arnason, s'est rendue à New York pour participer à un colloque organisé par l'Interfaith Center on Corporate Responsibility, où elle a présenté le travail du CCPE aux actionnaires et leur a fait part des points à surveiller par rapport aux technologies et à l'investissement éthique.



Lianna McDonald, directrice générale du CCPE, a présenté le travail du CCPE auprès des survivant.e.s lors des soirées Conversations & Celebrations de la lieutenant-gouverneure Janice Filmon.



cyberaide!ca^{MD}

LA RÉDUCTION PASSE
PAR LE SIGNALEMENT



Cyberaide.ca est la centrale canadienne de signalement des cas d'exploitation et d'abus sexuels d'enfants sur Internet. Elle offre aussi d'autres services d'intervention, de prévention et d'éducation destinés à la population canadienne.

Coup d'œil sur les résultats de Cyberaide.ca pour 2019-2020

CLIQUEZ POUR
DÉNONCER



1,3 million de signalements Cybertip.ca ont été traités en conjonction avec Projet Arachnid.

99 % des signalements de cas d'exploitation sexuelle d'enfants reçus ont été retransmis à une ou plusieurs instances (corps de police, agences de protection de l'enfance ou centrales du réseau INHOPE) ou ont donné lieu à l'envoi d'une demande de suppression d'images à un fournisseur de services électroniques.

400 000 images suspectes uniques par mois ont été détectées par Projet Arachnid, ce qui représente près de 4,8 millions d'images uniques.



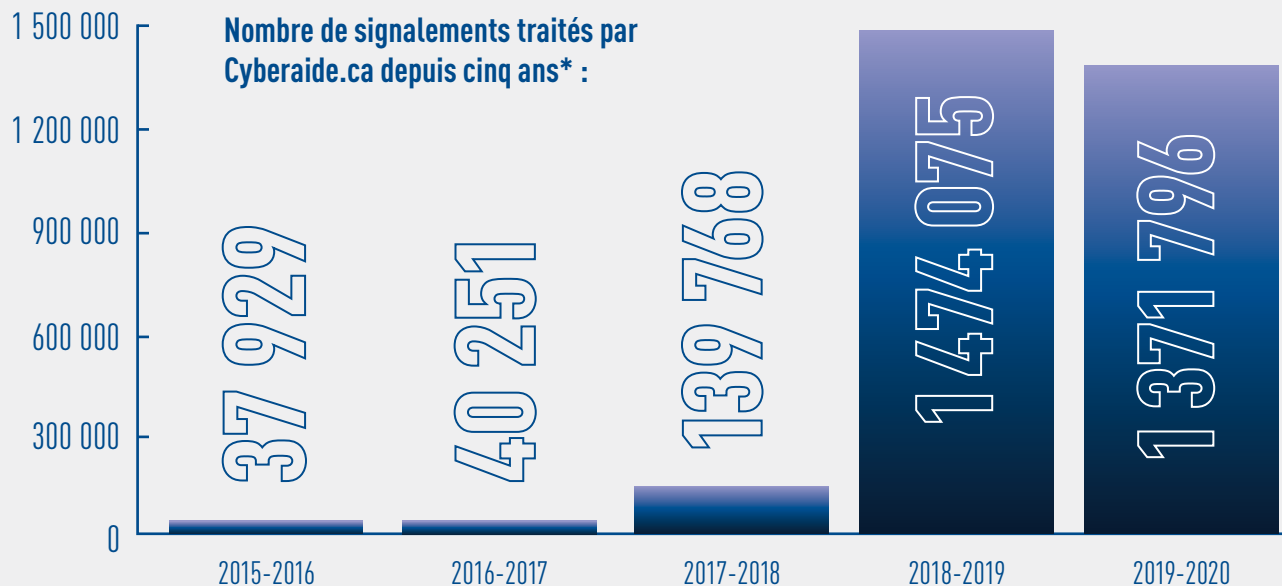
2,4 millions de demandes de suppression ont été envoyées à des fournisseurs de services électroniques concernant des images d'abus pédosexuels détectées sur leurs serveurs.



2,4 millions d'images ont été vérifiées par les analystes de Cyberaide.ca.



723 600 pages vues ont été dénombrées pour le site de Cyberaide.ca et ses sites associés.



*Les totaux comprennent les signalements traités par Projet Arachnid.



Au 31 mars 2020, Cybertip.ca avait traité 3,2 millions de signalements en conjonction avec Projet Arachnid.



Signaler, ça fonctionne : Victoires de Cyberaide.ca

Des centaines d'enfants en situation d'abus ont pu être pris en charge et d'innombrables enfants ont pu être protégés par suite d'un signalement venant du public. D'avril 2019 à mars 2020, Cyberaide.ca a été informée de **16 arrestations** effectuées par divers corps de police canadiens. Ces arrestations ont donné lieu à **neuf prises en charge d'enfants** en situation d'abus. Les signalements transmis à Cyberaide.ca depuis sa création ont mené à au moins 562 arrestations policières et à la prise en charge d'au moins 520 enfants en situation d'abus.





Exemples d'arrestations consécutives à la transmission d'un signalement à Cyberaide.ca



En avril 2018, Cyberaide.ca a reçu un signalement de la part d'un parent inquiet au sujet d'un internaute qui communiquait avec au moins deux garçons de moins de 14 ans et qui se faisait passer pour une fille de leur âge. L'auteur du signalement alléguait que l'internaute en question avait envoyé des images à caractère sexuel à l'un des garçons et projetait de les rencontrer tous les deux en personne à un centre communautaire. Cyberaide.ca a traité le signalement puis l'a retransmis à la Police régionale de Durham, qui a ouvert une enquête.

En août 2018, un individu de 19 ans a été arrêté pour leurre. Au terme de l'enquête, la police avait identifié neuf victimes au total, dont un enfant auquel l'individu avait directement accès.

En mars 2020, l'individu a plaidé coupable à quatre des chefs déposés contre lui, à savoir production et possession de pornographie juvénile, leurre d'enfant et agression sexuelle. Il a été condamné à une peine de quatre ans et demi.

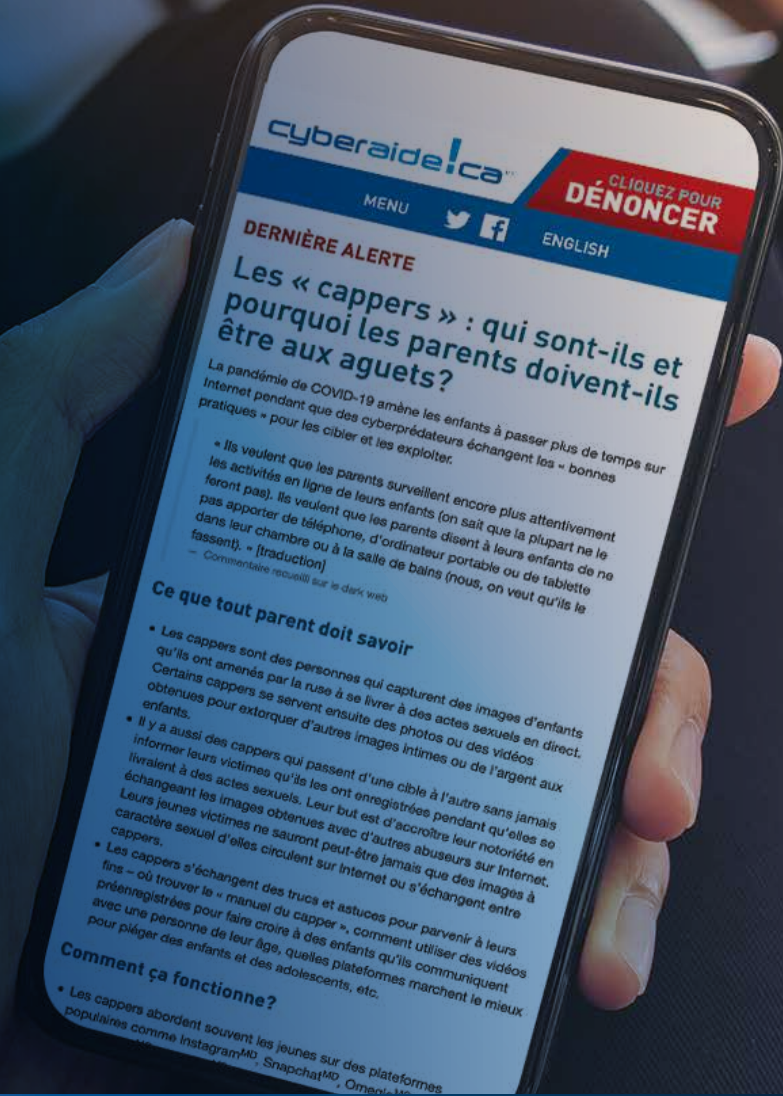


ALERTES!

Cyberaide.ca

Les Alertes Cyberaide.ca^{MC} servent à mettre la population en garde contre les utilisations malveillantes du numérique et à faire connaître de nouvelles ressources pour mieux protéger les enfants. Cyberaide.ca a lancé une alerte après que la pandémie de COVID-19 eût entraîné la fermeture des écoles et amené les enfants à passer vraisemblablement plus de temps sur Internet à la maison. Cette alerte appelait les familles à parler de sécurité en ligne et à se donner des moyens de veiller au bien-être numérique de leurs membres.

Cyberaide.ca a jugé bon de lancer cette alerte au vu des conversations relevées sur le Web clandestin entre des délinquants pédosexuels de la communauté des « cappers », pour qui la conjoncture du moment offrait une occasion sans précédent de se mobiliser et d'échanger les « bonnes pratiques » pour parvenir à leurs fins.





Cette alerte a aussitôt attiré l'attention des médias de tout le Canada et appelé le directeur de Cyberaide.ca, Stephen Sauer, à donner cinq entrevues pour parler des dangers flairés par Cyberaide.ca et donner des conseils aux parents pour bien protéger leurs enfants en ces temps inédits.

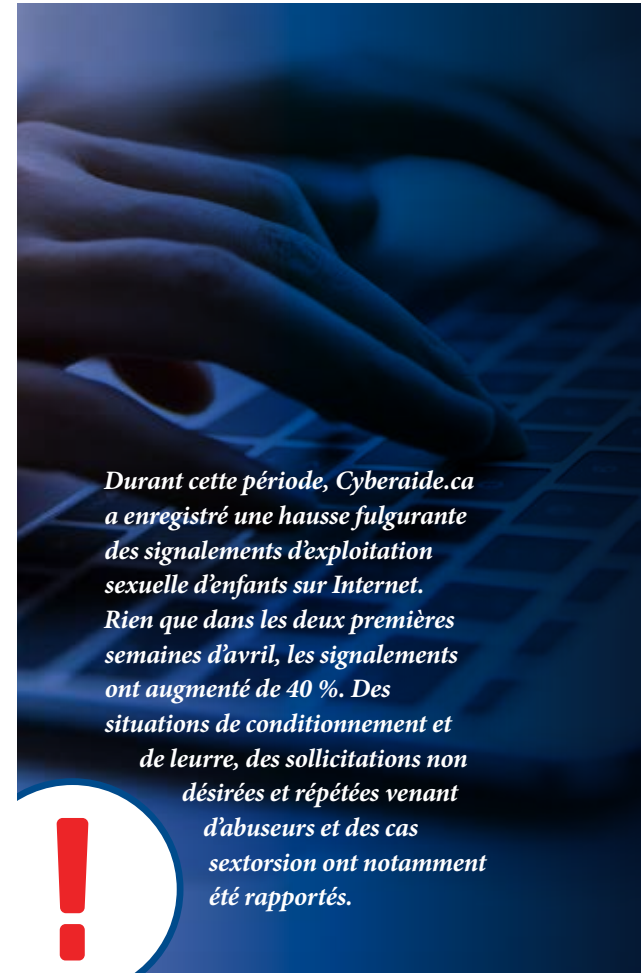


L'alerte a aussi donné lieu à la publication, sur le blogue de ParentsCyberAvertis.ca, d'un article qui offrait lui aussi des conseils d'usage, et la campagne sociomédiatique qui l'accompagnait a généré 200 000 impressions et 5 400 clics vers le site.



Le CCPE a continué d'offrir aux familles, aux écoles et aux organismes de services à l'enfance de l'information et des ressources en matière de sécurité en ligne pendant la fermeture des écoles en avril⁴ et par la suite. Nous avons notamment créé une page de ressources sur le site protegeonsnosenfants.ca et nous avons soutenu la campagne de sensibilisation du gouvernement du Canada intitulée « On se protège chez soi. On se protège sur Internet. », adoptée par les membres de la Réunion ministérielle des cinq pays.

⁴ Le 1^{er} avril 2020 marque le début de l'exercice financier 2020-2021 du CCPE. La période qui suit sera traitée plus en détail dans le *Rapport de valeur sociale 2020-2021*.



Durant cette période, Cyberaide.ca a enregistré une hausse fulgurante des signalements d'exploitation sexuelle d'enfants sur Internet. Rien que dans les deux premières semaines d'avril, les signalements ont augmenté de 40 %. Des situations de conditionnement et de leurre, des sollicitations non désirées et répétées venant d'abuseurs et des cas sextorsion ont notamment été rapportés.



Collaboration avec les forces policières

Le soutien de nos partenaires policiers joue un rôle essentiel dans nos efforts pour réduire la violence faite aux enfants et mieux protéger les enfants. L'établissement de protocoles avec les forces policières a pour effet d'accroître la visibilité de cette détermination au sein de la communauté, en plus d'aider à maintenir la continuité entre les divisions et les membres.

Bilan 2019–2020 :



Nous avons conclu 9 nouveaux accords

ou protocoles officiels avec des corps de police canadiens, pour un total de 29⁵.



Nous avons participé à 45 rencontres ou colloques au

Canada et à l'étranger et ainsi rencontré des milliers d'agents.



Nous avons distribué quelque 428 700 exemplaires de nos ressources

aux forces policières⁶ canadiennes; de ce nombre, 151 000 arborent le Logo d'un corps de police.



Plus de 1 800 agents ont suivi la formation en ligne *Priorité Jeunesse*^{MD}.

À cela s'ajoutent quelque 875 comptes ouverts pour des membres du public.



Le portail du CCPE pour les forces policières a enregistré **augmentation de 42 %** du nombre de pages vues par rapport à l'année précédente.

⁵ 29 accords au total portant sur différents aspects (accords de licence, protocoles d'accord et protocoles officiels).

⁶ ASFC, police militaire, services policiers d'aide aux victimes et centres de police communautaire, agents détachés dans les centres d'appui aux enfants et à la jeunesse.



Lindsay Lobb, responsable des relations avec la police, s'est rendue à Thompson avec le Groupe d'enquête sur les personnes portées disparues de la Division K de la GRC pour y rencontrer le détachement local de la GRC, les autorités de protection de l'enfance et les foyers de groupe afin de discuter du dossier de l'exploitation sexuelle des enfants. Sur place, ils ont aussi participé à une formation pour les nouveaux chauffeurs de taxi afin de sensibiliser ces derniers à l'exploitation sexuelle et au rôle qu'ils peuvent jouer dans la protection des enfants en signalant toute suspicion à la GRC.

Éducation et sensibilisation

Par leur rôle de premier plan dans la protection des enfants, les forces policières sont parfaitement bien placées pour diffuser les ressources du CCPE, autant dans leurs interventions directes auprès des écoles que par l'entremise de leurs réseaux sociaux. En 2019–2020, nous avons distribué des ressources d'éducation et de prévention à des corps de police de tout le Canada et leur avons fourni les messages et les supports nécessaires pour sensibiliser la population. Voici les quelques faits saillants de l'année :

- Nous avons élargi notre rayonnement au sein des forces policières jusqu'à celles des Forces armées canadiennes en allant rencontrer les officiers de la Police militaire à la BFC de Winnipeg et à la BFC d'Edmonton. Dans la foulée, nous avons procuré un accès aux ressources de formation en ligne du CCPE à 45 officiers.
- En collaboration avec les services d'aide aux victimes du gouvernement de la Saskatchewan, le CCPE a créé une fiche ressource décrivant l'aide qu'il peut apporter en cas de diffusion non consensuelle d'images intimes aux termes de la loi saskatchewanaise sur la protection des renseignements personnels (*Privacy Act*). Cette fiche a par la suite été modifiée et mise à la disposition du personnel des services d'aide aux victimes dans tout le Canada.





- Les agents du Service de police d'Edmonton qui travaillent avec le Zebra Child Protection Centre suivront obligatoirement le programme Priorité Jeunesse du CCPE dans le cadre de la formation des membres actuels et futurs de l'équipe.
- Les nouvelles recrues du Service de police de Winnipeg auront désormais accès au programme Priorité Jeunesse dans le cadre de leur formation. De plus, tous les membres de l'Unité des crimes contre les enfants de la Police de Winnipeg ainsi que ceux qui souhaitent en faire partie devront suivre la formation en ligne Priorité Jeunesse et auront ensuite accès à la série Experts du CCPE.
- Les policiers de tout le Manitoba qui ont suivi le programme de techniques policières du Collège communautaire Assiniboine ont désormais accès au programme Priorité Jeunesse ainsi qu'à la série Experts pour les policiers.
- Le Service divisionnaire des crimes graves de la Division K de la GRC a permis à 70 enquêteurs de la province d'avoir accès au programme Priorité Jeunesse et à la série Experts pour les policiers.



L'arrivée de nouveaux employés bilingues permet au CCPE de resserrer ses liens avec les forces policières québécoises. En 2019–2020, nous avons envoyé **125 700 exemplaires** de nos ressources aux forces policières québécoises. Comparativement à l'exercice précédent, nous avons envoyé **15 000 exemplaires** de plus aux services municipaux.



La Police provinciale de l'Ontario (PPO), en partenariat avec les dépanneurs Circle K^{MD}, a distribué aux jeunes de la province 80 000 « contraventions positives » avec des messages de sécurité tirés du cahier d'activités *Agir avec intelligence, assurance et prudence* du CCPE ainsi qu'un autre bloc de contraventions avec les nouveaux messages de prévention du programme Martin ne sort pas seul du CCPE.



Le directeur de Cyberaide.ca, Stephen Sauer, a participé à une conférence de presse du Service de police de Winnipeg concernant l'initiative Project Hook, qui ciblait les individus qui leurraient des enfants de moins de 14 ans à des fins sexuelles. Huit individus ont été arrêtés sous des accusations de leurre dans le cadre de cette initiative, qui a aussi appelé la population à consulter Cyberaide.ca pour obtenir des conseils de sécurité et savoir comment signaler les cas d'exploitation sexuelle sur Internet.

Prévention de la traite de personnes

En collaboration avec l'Équipe de coordination des enquêtes sur la traite de personnes de la PPO, le CCPE a créé une série de quatre affiches pour sensibiliser le public et encourager les gens à signaler les cas de traite des personnes à la ligne d'urgence canadienne. Six mille exemplaires de ces affiches ont été distribués aux détachements de la province.

Le CCPE a aussi entrepris un projet pilote en collaboration avec le Kenora Sexual Assault Centre (KSAC) et la PPO pour s'attaquer au dossier de la traite de personnes dans le nord-ouest de l'Ontario. Le CCPE compte offrir des ressources de formation et d'éducation aux écoles et aux foyers de groupe afin de sensibiliser le personnel et de créer des environnements plus sûrs pour les jeunes.





enfantsportedisparus.ca^{MC}

ÉVOLUER POUR SOUTENIR LES FAMILLES



Aide apportée en 2019–2020 :



Nous avons ouvert 85 dossiers; **de ce nombre, nous en avons fermé 70.**



Nous continuons de travailler sur **76 dossiers** non résolus des années précédentes.



Nous avons donné du soutien et des conseils à **277 familles** relativement à des inquiétudes vis-à-vis d'un enfant (p. ex. orientation vers d'autres organismes de services en cas de disparition d'enfant, craintes d'abus et enfants en danger, droits de garde et de visite, cas de disparition d'enfant qui ne nécessitant pas l'ouverture d'un dossier).



Nous avons répondu à **192 demandes** de renseignements en lien avec le programme EnfantsPortesDisparus.ca ou d'autres services en cas de disparition d'enfant (p. ex. Alerte AMBER, AlerteEnfantsDisparus^{MC}).



Nous avons lancé l'AlerteEnfantsDisparus à **18 reprises**, et tous les enfants sauf deux ont été retrouvés depuis.

Depuis 35 ans, le CCPE s'adapte aux changements pour assurer la sécurité des familles et des enfants au Canada. En 2019–2020, nous avons mené des consultations auprès des familles que nous servons ainsi que des acteurs impliqués dans les recherches d'enfants disparus pour nous assurer que nos offres de services et de soutien correspondent bien à chaque situation.



NOUVEAUTÉ



Soucieux de continuer d'offrir de l'information pertinente et de répondre aux besoins sans cesse changeants des familles, nous avons profité du Mois des enfants disparus, en mai 2019, pour lancer une version remodelée du site d'EnfantsPortesDisparus.ca. La présentation de l'information a été simplifiée de même que le processus d'ouverture de dossier.

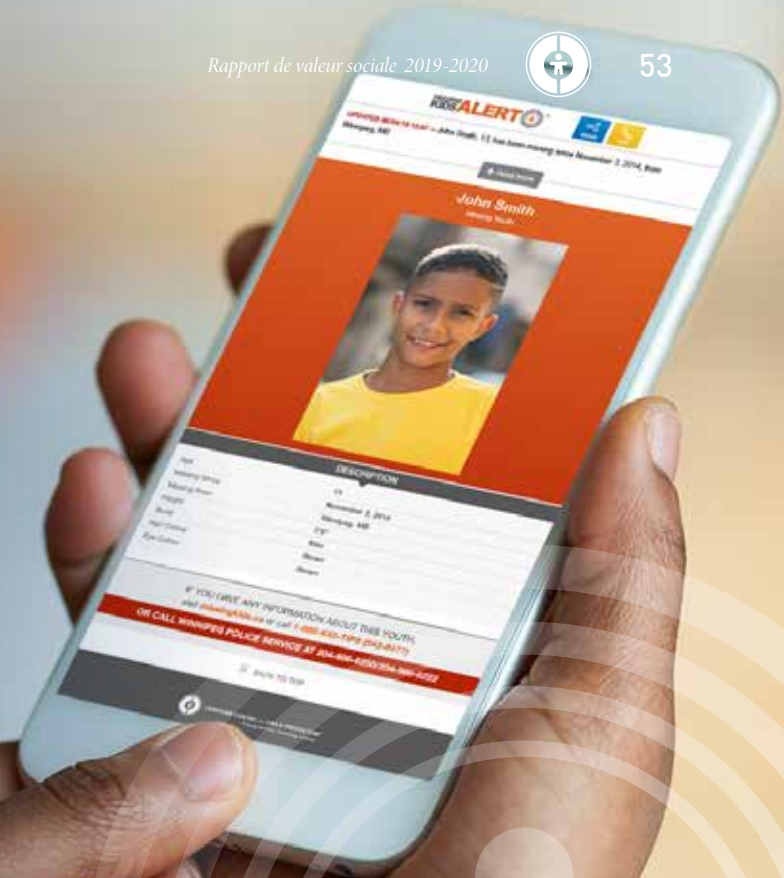
Depuis son lancement, le nouveau site cumule près de **463 000 pages vues**, dont la majorité est attribuable au fichier des enfants disparus. Ce fichier contient des photos et des informations relatives à près de 70 cas non résolus. Son existence permet d'éviter que ces enfants soient oubliés et offre aussi au public un moyen concret de participer aux recherches, car le profil de chaque enfant est accompagné d'un avis de recherche qui peut être diffusé sur les médias sociaux.



EnfantsPortesDisparus.ca : Étude de cas

Au début du printemps 2019, EnfantsPortesDisparus.ca a été appelé à participer aux recherches pour retrouver une jeune de 17 ans qui était portée disparue depuis décembre 2018. Elle avait été vue pour la dernière fois sortant de chez elle et on s'inquiétait pour sa santé. Après consultation avec la police, il a été convenu qu'EnfantsPortesDisparus.ca ferait œuvre utile en apportant son soutien et en informant la population.

Pour aider aux efforts de recherche, une AlerteEnfantsDisparus fut diffusée localement et dans les villes environnantes. Une chargée de dossier d'EnfantsPortesDisparus.ca s'assurait auprès du tuteur de la jeune fille et de la police que les informations au dossier étaient à jour. Dès que de nouvelles informations étaient transmises à EnfantsPortesDisparus.ca, une alerte ciblée était lancée. Dans les minutes qui ont suivi la dernière alerte ciblée, un employé d'une bibliothèque publique a aperçu la jeune fille et contacté EnfantsPortesDisparus.ca. Aussitôt prévenues, les autorités policières locales ont pu retrouver la jeune fille saine et sauve. Un soutien consécutif a été offert au tuteur de la jeune.





Présence constante : Campagnes de sensibilisation

De nombreux enfants disparus ont pu être retrouvés sains et saufs après que des citoyens eurent reconnu leur visage sur des affiches, des annonces ou sur les médias sociaux. Il faut absolument garder ces visages sous les projecteurs pour faciliter le retour de ces enfants auprès des leurs. En 2019–2020, EnfantsPortesDisparus.ca a attiré l'attention sur les disparitions d'enfants avec l'AlerteEnfantsDisparus et d'autres initiatives réalisées avec le soutien de nombreux alliés :



L'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) a commencé à présenter des cas de disparition d'enfant non résolus sur ses écrans numériques à l'aéroport international James-Armstrong-Richardson de Winnipeg.



Peak of the Market (un marchand de fruits et légumes du Manitoba) a présenté des dossiers d'EnfantsPortesDisparus.ca dans ses courriels bihebdomadaires.



Les panneaux d'affichage numériques de Yonge-Dundas Square à Toronto ont présenté des dossiers d'EnfantsPortesDisparus.ca.



L'AlerteEnfantsDisparus, comme d'autres systèmes d'avis public, vient en appui aux programmes d'alerte AMBER des provinces. En 2019, les alertes AMBER ont suscité toutes sortes de réactions dans la population et la fréquentation du site EnfantsPortesDisparus.ca a augmenté. La page consacrée à l'alerte AMBER a reçu 32 000 consultations en 2019-2020 et les chargées de dossier du programme EnfantsPortesDisparus.ca ont répondu à près de 200 demandes de renseignements, d'où l'importance d'éduquer le public sur les motifs, les critères et les avantages du programme d'alerte AMBER.

Pictures2Protect^{MD} : Le visage de la protection

Quelque chose d'aussi simple qu'une photo récente de bonne qualité d'un enfant disparu peut faire toute la différence dans une situation où chaque seconde compte. Chaque année, EnfantsPortesDisparus.ca et Lifetouch s'associent pour remettre gratuitement aux parents une carte avec photo récente de leur enfant dans le cadre du programme Pictures2Protect de Lifetouch. En 2019-2020, 1,77 million de cartes Pictures2Protect ont été produites pour les parents d'enfants du primaire-secondaire, qu'ils aient ou non acheté des photos.





PRENDRE POSITION :
AGIR EN JUSTICE POUR PROTÉGER LES ENFANTS



Représentations auprès des gouvernements

Comparution devant le Comité permanent de la justice et des droits de la personne concernant le projet de loi C-5

En mars 2020, le CCPE a comparu devant le Comité permanent de la justice et des droits de la personne (Chambre des communes) concernant le projet de loi C-5, *Loi modifiant la Loi sur les juges et le Code criminel*. Le projet de loi C-5, qui obligerait les nouveaux juges à suivre une formation sur le droit relatif aux agressions sexuelles et le contexte social, vise à réduire l'influence des mythes et des stéréotypes dans les affaires d'agression sexuelle au Canada. Le CCPE a aussi proposé au Comité des sujets à inclure dans la formation, dont le conditionnement, le comportement des délinquants, le rôle des technologies et l'âge de protection.



Comparution devant la Commission sur l'éducation de la maternelle à la 12^e année du Manitoba

En mai 2019, le service juridique et le service de l'éducation du CCPE ont rédigé et déposé conjointement un mémoire dans le cadre des consultations publiques de la Commission sur l'éducation de la maternelle à la 12^e année et l'ont présenté en personne devant la commission. Dans son mémoire, le CCPE a insisté sur l'autoprotection et abordé des questions comme l'éducation des élèves, l'éducation du personnel enseignant et le besoin d'accroître la transparence et la responsabilité dans l'ensemble du système éducatif, notamment dans les cas présumés d'inconduite de la part de membres du personnel scolaire.





Présentations à des procureurs et à d'autres professionnels du droit



En 2019–2020, le service juridique du CCPE a continué de renforcer ses relations de travail avec les procureurs d'un bout à l'autre du Canada. Les membres du service juridique ont donné plusieurs présentations en personne et par webinar à des procureurs au Québec (juin 2019), à Ottawa (septembre 2019), à Saskatoon (novembre 2019) et en Colombie-Britannique (décembre 2019). Ces présentations ont offert une brève introduction au CCPE et mis en relief plusieurs de ses initiatives, dont l'*Enquête internationale auprès des survivant.e.s* et le dépôt de déclarations de la victime et de déclarations au nom d'une collectivité dans des affaires criminelles entendues par des tribunaux canadiens.



En novembre 2019, l'avocate générale du CCPE, Monique St. Germain, et l'avocate adjointe, Debra Danco, ont fait une présentation à la Canadian Violence Link Conference organisée par Animaux Canada^{MC} (aussi connu sous le nom de Fédération des sociétés canadiennes d'assistance aux animaux). Quelque 200 professionnels de divers domaines ont participé à ce colloque. La présentation a porté sur les principaux constats de l'étude *La « bestialité » au sens de la jurisprudence canadienne* publiée par le CCPE en 2018 ainsi que les jugements publiés par la suite.



Interventions devant les tribunaux

En 2019, le CCPE est intervenu avec succès dans une affaire criminelle entendue par la Cour supérieure du Québec. C'était la première fois que le CCPE intervenait dans un procès criminel. Le CCPE a fait valoir la nécessité de prendre en compte les droits à la sûreté et à la sécurité des victimes non identifiées dans une collection d'images d'abus pédosexuels que l'accusé aurait possédée.



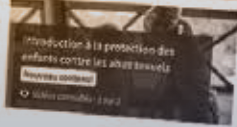
Subvention de recherche de 50 000 \$ de l'Association du Barreau canadien

En juillet 2019, le CCPE a reçu une subvention de recherche de 50 000 \$ du Fonds pour le droit de demain (FDD) de l'Association du Barreau canadien, qui apporte un soutien financier à des projets de recherche canadiens innovants et opportuns. Cet argent sert à financer une étude de la jurisprudence canadienne et de la couverture médiatique sur l'infraction de production d'images d'abus pédosexuels. L'étude couvrira la période comprise entre l'arrêt rendu par la Cour suprême du Canada en 2001 dans l'affaire *R. c. Sharpe* et la fin de juillet 2019. Cette étude a pour objectif d'offrir une analyse approfondie du contexte entourant la production d'images d'abus pédosexuels au Canada et d'examiner les obstacles d'ordre juridique et autres auxquels les victimes canadiennes peuvent être confrontées à la suite de ce crime.



PRIORITÉ JEUNESSE

Programme pour la prévention des abus pédosexuels

**Introduction à la protection des enfants contre les abus sexuels**
Niveau: Continu
Mises à jour: 2012

**Priorité Jeunesse**
Mises à jour: 2012

ENFANTS AVERTIS

Programme national d'éducation à la sécurité

**Vie en ligne et programme enfants avertis**
Mises à jour: 2012

**L'importance de la sécurité des enfants**
Mises à jour: 2012

**Programme de sécurité personnelle Maternelle**
Mises à jour: 2012

**Programme de sécurité personnelle 1^{er} année**
Mises à jour: 2012

**Programme de sécurité personnelle 2^e année**
Mises à jour: 2012

**Programme de sécurité personnelle 3^e année**
Mises à jour: 2012

PENSER AUTREMENT :
INITIATIVES D'ÉDUCATION ET DE PRÉVENTION



Éducation et prévention : L'année 2019-2020 en chiffres



715 000 exemplaires de nos ressources d'éducation et de prévention ont été distribués à travers le Canada.



116 200 licences ont été délivrées à des utilisateurs afin qu'ils puissent suivre la formation en ligne *Priorité Jeunesse* sur la prévention des abus pédosexuels⁷.



97 600 enseignants, administrateurs scolaires et membres des forces policières à travers le Canada se sont vu délivrer une licence pour nos leçons *Enfants avertis*^{MD} en format numérique.



3 600 personnes (parents, professionnels et jeunes) ont reçu une formation en personne.



Organisée annuellement par Old Navy, la Foire de la sécurité permet de recueillir des dons pour le CCPE et de distribuer gratuitement aux consommateurs des ressources du CCPE. L'édition 2019 a rapporté 93 000 \$, soit la somme la plus importante recueillie à ce jour par Old Navy Canada dans le cadre de la Foire de la sécurité.

⁷ Cette formation réunit les trois formations suivantes : Introduction à la protection des enfants contre les abus sexuels, *Priorité Jeunesse* pour entraîneurs et *Priorité Jeunesse*.



enfants avertis^{MD}

DANS LES ÉCOLES :
ENFANTS AVERTIS



Le CCPE est conscient du grand rôle que les enseignants ont à jouer pour renforcer la confiance et la compétence des élèves en matière d'autoprotection. Le programme Enfants avertis mise sur le changement systémique et implique les enfants, les enseignants et les parents dans la démarche pour créer des milieux sûrs. Cet important programme continue de gagner du terrain d'un bout à l'autre du pays. Voici quelques faits saillants de l'année 2019–2020 :

- En octobre 2019, l'honorable Zach Churchill, ministre de l'Éducation et du Développement de la petite enfance de la Nouvelle-Écosse, a commenté devant l'Assemblée législative un projet de loi qui modifierait la *Loi sur l'éducation* de sorte que les thématiques de la traite de personnes et de l'exploitation sexuelle soient inscrites au cursus de la 7^e, de la 8^e et de la 9^e année. Dans son allocution, il a souligné les 15 années de collaboration avec le CCPE et l'utilité du programme Enfants avertis pour outiller les élèves contre la traite des personnes et l'exploitation sexuelle avant d'allouer un financement de 70 000 \$ pour offrir une version modifiée du programme à chaque école de la province.
En février-mars 2020, des ensembles Enfants avertis ont été envoyés aux 371 écoles de la province, et 37 100 comptes ont été créés pour permettre l'accès aux leçons numériques et aux formations de perfectionnement professionnel en vue du déploiement complet du programme en 2020–2021.
- Grâce au financement de la *Stratégie provinciale de l'Ontario*, 187 écoles, 16 270 enseignants et d'autres membres du personnel scolaire auront accès à la version numérique d'Enfants avertis ainsi qu'aux formations de perfectionnement professionnel en ligne de Priorité Jeunesse pour mettre en œuvre les leçons d'autoprotection dans leurs classes.

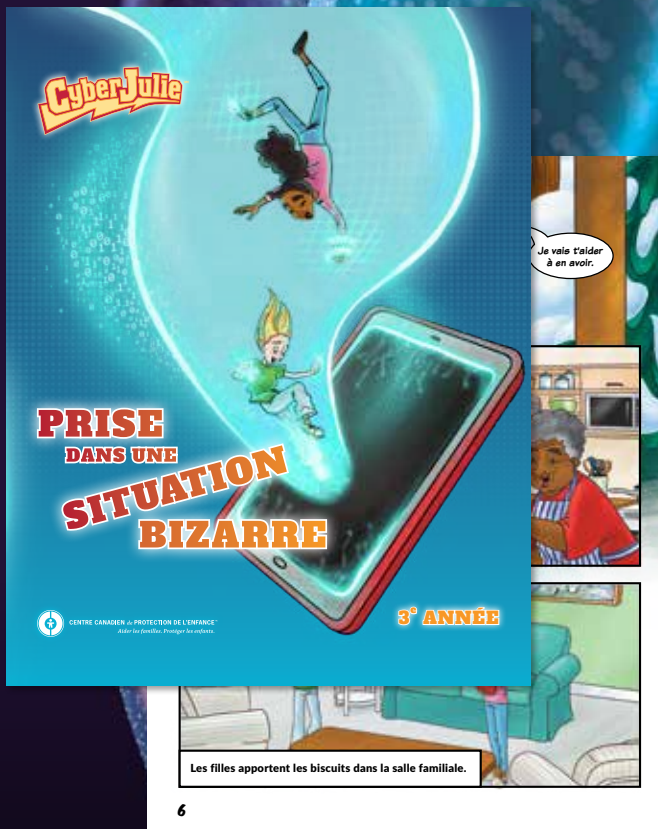




- Grâce aux fonds du programme d'affectation des produits d'activités criminelles de Justice Manitoba, les 57 écoles des divisions scolaires River East Transcona et Seine River ont obtenu un accès à la formation en ligne Priorité Jeunesse et à la version numérique d'Enfants avertis ainsi que des ressources pour mettre en place une approche globale pour la protection de leurs élèves.



La division scolaire James-Assiniboia du Manitoba, qui avait déjà reçu la même subvention, a continué de miser sur le changement systémique pour protéger les élèves en ouvrant 800 comptes de formation en ligne Priorité Jeunesse pour les enseignants suppléants.



CyberJulie a fait peau neuve dans sa nouvelle bande dessinée *CyberJulie : Prise dans une situation bizarre*, qui aide les enfants de 3^e année à comprendre qu'il peut y avoir des choses inappropriées sur Internet et que c'est bon d'en parler à un adulte de confiance lorsqu'ils voient des choses bizarres.

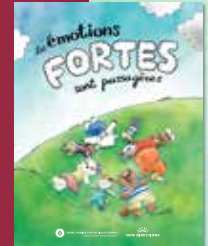


La sécurité : un droit universel

À l'occasion de la Journée mondiale de l'enfance (20 novembre 2019), le CCPE a offert en téléchargement gratuit aux enseignants de la maternelle jusqu'à la 3^e secondaire (9^e année) plusieurs nouvelles leçons Enfants avertis qui aideront les élèves à mieux comprendre en quoi consiste un abus. Ces leçons âge par âge aideront les élèves à reconnaître les comportements sains et malsains et à savoir où trouver de l'aide.

Langage universel

Depuis sa sortie en 2018, *Les émotions fortes sont passagères* — le livre d'histoire du CCPE sur les notions de figement, de fuite et de combat — est l'un des produits les plus commandés et téléchargés grâce à son message de conscience émotionnelle qui transcende les âges et les applications. Rien qu'en 2019–2020, 3 400 exemplaires papier ont été distribués et 2 300 exemplaires numériques ont été téléchargés.



Dans le cadre de leur participation à une coalition pour la petite enfance, les Services à la famille du Centre de l'Alberta ont acheté 1 000 exemplaires du livre d'histoire *Les émotions fortes sont passagères* qui seront remis à chaque enfant qui entrera à la maternelle à Red Deer à l'automne 2020.

La pertinence de cette précieuse ressource transcende les frontières et les langues officielles du Canada. En 2019–2020, le livre a été traduit en suédois, en arabe et en swahili, et des versions en finnois, en farsi, en somali, en cri et en ojibwé sont en préparation.



Éducation de la petite enfance

En 2019, nous avons produit une version numérique de la trousse *Tatie se confie* sur la prévention des abus pédosexuels. Cette trousse comprend un guide pour les éducateurs et les parents, des leçons et des activités adaptées pour les enfants de 4 à 6 ans ainsi qu'une vidéo de formation qui facilite la mise en œuvre du programme en classe.

Depuis la mise en ligne de la trousse, 2 400 licences ont été délivrées à des éducateurs de la petite enfance et à des écoles d'un bout à l'autre du Canada.



En conséquence, nos publications sur les médias sociaux en lien avec AidezMoiSVP.ca ont porté sur les moyens non seulement de faire face aux répercussions négatives du sextage, mais aussi d'aider un ami aux prises avec une telle situation.

Dans le même ordre d'idées, les guides du CCPE sur l'auto-exploitation juvénile continuent de rendre de grands services aux familles, aux écoles, aux organismes de services à l'enfance et aux forces

policieuses du Canada. Rien que pour l'exercice 2019-2020, le nombre d'exemplaires distribués et de téléchargements s'élève à **20 600 exemplaires**⁸.



Bell

AidezMoiSVP.ca^{MC}

Les jeunes aux prises avec une situation de distribution non consensuelle d'images intimes sont souvent habités par des sentiments de désespoir et de honte, pour ne nommer que ceux-là. Ils ont souvent aussi l'impression d'être obligés de régler le problème par eux-mêmes, mais nous voulons qu'ils sachent qu'ils ne sont pas seuls.

AidezMoiSVP.ca — le site que le CCPE a créé pour aider les jeunes en pareilles circonstances — a cumulé en **114 000 pages vues** en 2019-2020. La durée moyenne des visites approchait cinq minutes, soit une **augmentation de presque 6 %** par rapport à 2018-2019. La page consacrée à la suppression des photos et vidéos reste la plus consultée, mais nous observons une hausse — d'environ 4 % depuis 2018-2019 — de la consultation et du téléchargement des ressources qui apportent du soutien aux jeunes dans leurs relations avec leurs pairs et qui traitent des répercussions émotionnelles d'un incident de sextage.

⁸ En français et anglais.



PARENTS CYBERAVERTIS.CA[®]

Avec Cyberaide.ca, le CCPE dispose de données exclusives sur les dangers d'Internet pour les enfants et communique cette information aux familles avec des conseils pour protéger les enfants.

Le site ParentsCyberAvertis.ca (PCA) propose non seulement des articles pertinents sur les tendances observées par Cyberaide.ca, mais aussi des éléments concrets qui aideront les parents à mieux comprendre la vie numérique de leurs enfants.

En 2019–2020, Cyberaide.ca a observé une hausse inquiétante des cas de sextorsion contre des adolescents via la diffusion en direct, désormais offerte sur presque toutes les plateformes. À cette fin, PCA a mis en relief deux applis de diffusion en direct particulièrement populaires auprès des enfants : Twitch^{MD} et TikTok^{MD}.



“

Ces articles ainsi que les nouveaux conseils de sécurité vis-à-vis de la diffusion en direct ont fait augmenter de 83 % le nombre de pages vues sur le site par rapport à l'année précédente, en plus d'attirer l'attention des médias.

De plus, durant la pandémie de COVID-19, PCA a été pour les familles un site de référence sur la sécurité en ligne dans un contexte où l'augmentation du temps d'écran chez les enfants les exposait à de plus grands risques. Parallèlement au lancement d'une Alerte Cyberaide.ca, PCA a consacré un article détaillé aux multiples ressources de sécurité en ligne que le CCPE offre aux familles. Un autre article a par ailleurs été consacré aux précautions à prendre dans le contexte de l'école à la maison.





Yvon Métras du diocèse de Saint-Jean-Longueuil a visité le CCPE et rencontré l'équipe éducation pour se renseigner sur Priorité Jeunesse et les moyens de mieux protéger les enfants de son diocèse et des paroisses du Québec.

Priorité Jeunesse : Protéger les enfants, c'est l'affaire de tous

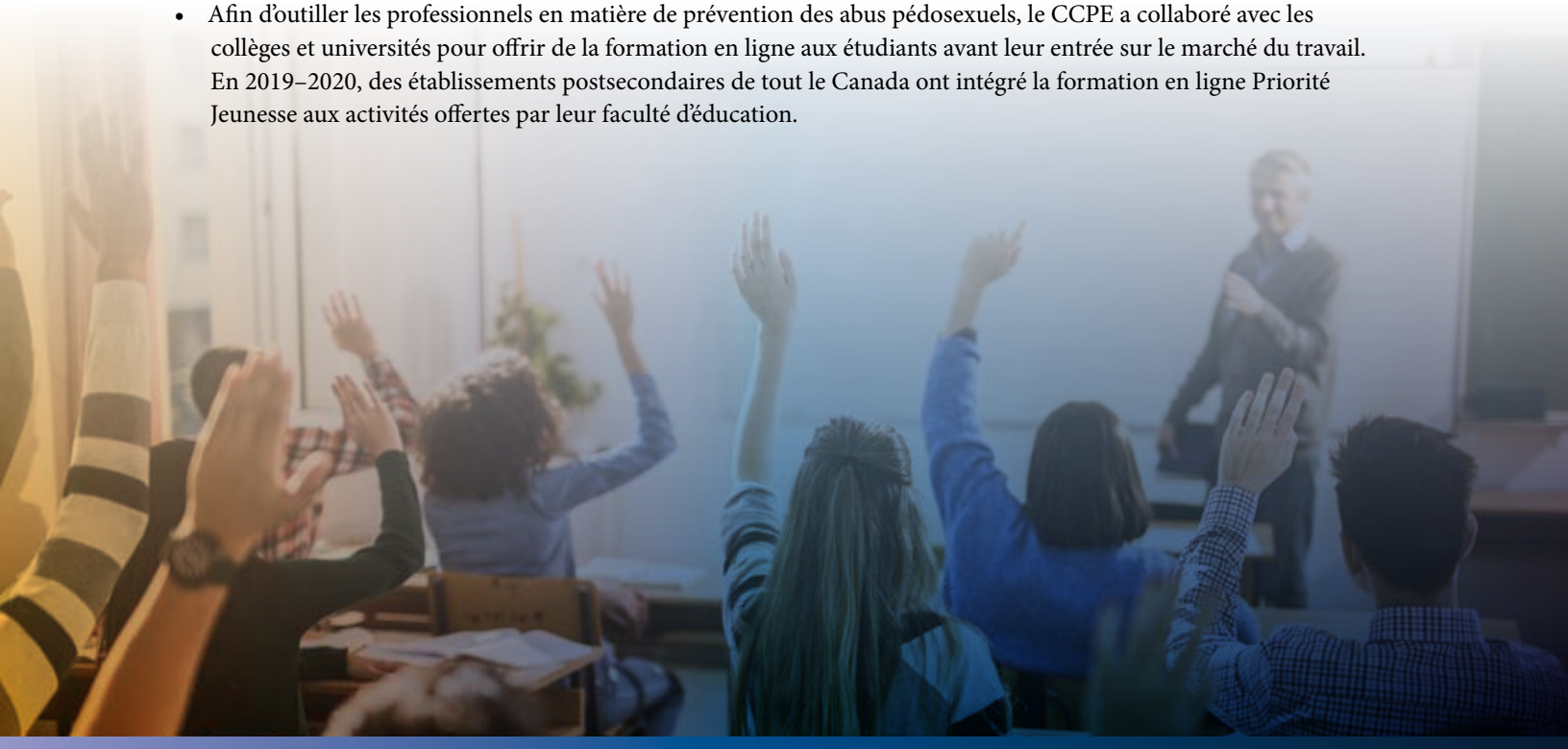


Les organismes de services à l'enfance — garderies, programmes sportifs ou autres – sont bien placés pour combattre la violence sexuelle contre les enfants en misant sur le changement systémique pour protéger les enfants dont ils ont la charge. Le programme Priorité Jeunesse aide à instaurer une culture durable de protection des enfants, c'est-à-dire une culture dans laquelle les gens, au lieu de fonctionner en mode réaction, agissent avec sensibilité et font preuve d'initiative. Au cours de l'année 2019–2020, notre équipe éducation a accompagné le déploiement de Priorité Jeunesse au sein de centaines d'organismes petits et grands, jeunes et vieux, et bénévoles ou non. Voici les quelques faits saillants de l'année :

- Tout au long de 2019–2020, le CCPE a poursuivi sa collaboration avec le Conseil scolaire d'Ottawa-Carleton (OCDSB). Les 10 et 11 octobre, l'OCDSB a organisé des séances de formation obligatoires pour l'ensemble du personnel de ses 148 écoles. Des visionnements de groupe ont été organisés pour permettre à **7 000 utilisateurs connectés** de suivre la formation en ligne Priorité Jeunesse. C'était toute première diffusion en ligne à grande échelle de cette formation.



- Soucieux d'investir sans cesse dans son personnel et d'améliorer l'éducation et la sensibilisation de ses animateurs en collaboration avec le CCPE, les 4-H Canada ont mis 2 500 comptes de formation en ligne Priorité Jeunesse à la disposition de leurs animateurs dans toutes les provinces et territoires du Canada.
- Dans le dessein de continuer de mettre en avant la protection des enfants, l'Association des scouts du Canada a acquis 900 comptes pour ses animateurs, tandis que BGC Canada a mis 500 comptes à la disposition de ses clubs dans neuf provinces et territoires.
- Les Organisations de cadets du Canada du ministère de la Défense continuent d'exiger la formation Priorité Jeunesse pour les chefs des cadets dans le cadre de l'opération Honour. En 2019–2020, 440 chefs ont suivi la formation Priorité Jeunesse.
- Afin d'outiller les professionnels en matière de prévention des abus pédosexuels, le CCPE a collaboré avec les collèges et universités pour offrir de la formation en ligne aux étudiants avant leur entrée sur le marché du travail. En 2019–2020, des établissements postsecondaires de tout le Canada ont intégré la formation en ligne Priorité Jeunesse aux activités offertes par leur faculté d'éducation.





CANADIAN CENTRE
CHILD PROTECTION

Marie-Claude Asselin (à gauche), chef de la direction du Centre de règlement des différends sportifs du Canada (CRDSC), a rencontré la directrice générale adjointe Signy Arnason et la directrice de l'éducation Noni Classen pour se renseigner sur les outils, les ressources et le soutien que le CCPE offre aux organismes sportifs. Le CRDSC gère la Ligne d'assistance du sport canadien, laquelle offre de l'aide aux victimes ou aux témoins de harcèlement, d'abus ou de discrimination et les dirige vers les ressources appropriées.

Protection des jeunes athlètes

La formation Priorité Jeunesse destinée spécialement aux entraîneurs et aux organismes sportifs est celle qui suscite le plus d'intérêt, de sorte qu'en 2019–2020, le service de l'éducation a continué d'offrir des ressources pour assurer la protection des jeunes athlètes au niveau récréatif et compétitif :

- Pendant les Jeux du Canada 2019 à Red Deer, le CCPE a distribué à tous les entraîneurs de l'information sur la formation en ligne Priorité Jeunesse pour entraîneurs, qui a été offerte gratuitement aux entraîneurs des Jeux du Canada pour une durée limitée. Après les jeux, 110 personnes ont profité de cette offre pour ouvrir un compte de formation.



- En 2019, le Centre canadien du sport Atlantique (CCSA) a lancé le programme Entraîneurs de marque pour souligner la contribution des entraîneurs dans les communautés de la Nouvelle-Écosse. Il ne s'agit pas d'un programme de certification ou d'une exigence, mais plutôt d'une occasion proactive pour les entraîneurs de continuer d'exceller en matière de leadership éthique. En 2019–2020, le CCSA a acquis 100 comptes de formation en ligne Priorité Jeunesse pour les entraîneurs de ce programme en plus de la centaine de comptes acquis les années précédentes.
- En 2019, le CCPE et Athlétisme Canada ont fait équipe pour offrir aux entraîneurs une clinique sur la réduction des risques d'abus pédosexuels sexuels dans le milieu sportif. Afin de renforcer les initiatives en faveur de la sécurité dans le sport, la trousse du programme Priorité Jeunesse et la formation en ligne Priorité Jeunesse pour entraîneurs ont été offertes à toutes les associations provinciales canadiennes.
- Le CCPE a continué de travailler en étroite collaboration avec Canada Soccer et ses clubs membres. La formation en ligne Priorité Jeunesse pour entraîneurs est désormais un prérequis pour l'obtention de la Reconnaissance nationale de club juvénile de Canada Soccer. En 2019–2020, 360 employés et entraîneurs de clubs de soccer ont obtenu un accès à la formation en ligne Priorité Jeunesse pour entraîneurs, tandis que 40 trousse Priorité Jeunesse ont été remises aux clubs de soccer en plus de diverses ressources pour les entraîneurs et les parents.



« Très utile et émouvant d'entendre les témoignages directs de survivant.e.s. La formation [Priorité Jeunesse] me servira dans plusieurs facettes de ma vie; pas seulement comme entraîneur sportif, mais aussi comme citoyen alerte et observateur. Merci! »

– Utilisateur de la formation
en ligne Priorité Jeunesse
[traduction]



La protection dans les lieux publics

Avec l'aide du CCPE, des villes de partout au Canada agissent pour mieux protéger les enfants dans leurs installations (piscines, bibliothèques, centres de loisirs, etc.). En 2019, la ville de New Westminster a fait appel au CCPE pour l'accompagner dans le déploiement de *Priorité Jeunesse* dans l'ensemble de son service des parcs et loisirs. La directrice de l'éducation du CCPE, Noni Classen, a personnellement formé 200 employés municipaux. De plus, 400 comptes ont été créés pour permettre au personnel de suivre la formation en ligne *Priorité Jeunesse*.



Cette initiative interpelle aussi les utilisateurs de ces installations au moyen d'affiches les invitant à signaler au personnel les comportements suspects, comme photographier des enfants sans autorisation, prendre des photos ou des vidéos dans un vestiaire ou d'autres actions qui mettraient tout observateur raisonnable mal à l'aise.

En plus de ses propres mesures, le service des parcs et loisirs de la ville fera connaître les avantages de *Priorité Jeunesse* aux organismes locaux, dont ceux du domaine des arts et du sport mineur, et les invitera adopter le programme et à faire en sorte que leur personnel et leurs bénévoles suivent la formation en ligne.





**Nouvelle formation : *Priorité Jeunesse* —
Introduction à la protection des enfants contre
les abus sexuels**

Soucieux de rendre son offre de perfectionnement professionnel accessible à un maximum de personnes qui travaillent avec des enfants et qui prennent soin d'enfants, le CCPE propose diverses formules et niveaux d'information.



À l'automne 2019, nous avons lancé *Priorité Jeunesse* — *Introduction à la protection des enfants contre les abus sexuels*. Cette brève formation en ligne s'adresse aux personnes qui travaillent avec des enfants et qui veulent de l'information de base sur les abus pédosexuels ainsi qu'aux personnes qui souhaitent rafraîchir leurs connaissances sur le sujet. Elle intéressera probablement aussi les parents d'enfants qui fréquentent un organisme de services à l'enfance.

Depuis son lancement, 8 000 comptes ont été demandés par plus de 225 organismes ou créés pour eux.





Nouvelle ressource : Les comportements sexualisés chez les enfants

En consultation avec la D^{re} Åsa Kastbom, qui travaille au département de psychiatrie des enfants et des adolescents de l'hôpital universitaire de Linköping en Suède, le CCPE a créé une nouvelle ressource intitulée *Les comportements sexualisés chez les enfants : Un guide pour comprendre les comportements normaux et les comportements préoccupants chez les enfants de 12 ans et moins*. Ce guide s'adresse aux adultes qui travaillent avec des enfants; il les aidera à comprendre l'éventail des comportements sexualisés chez les enfants et à réagir adéquatement lorsque des enfants manifestent de tels comportements.





COLLOQUE DE FORMATION SUR LES ENFANTS DISPARUS OU EXPLOITÉS

Colloque de formation sur les enfants disparus ou exploités : Perfectionnement professionnel en matière de protection des enfants

Lorsque des alliés pour la protection des enfants s'unissent pour faire avancer un objectif commun, ils peuvent accomplir beaucoup de choses. Le Colloque annuel de formation sur les enfants disparus ou exploités (CEDE) est devenu un grand rendez-vous pour les intervenants de première ligne en matière de protection des enfants. En 2019–2020, nous avons enregistré une participation record avec plus de 400 inscrits qui ont profité de trois formidables journées de formation et de collaboration entre professionnels de la protection.





Le colloque a débuté par les allocutions passionnées du professeur Hany Farid (qui a travaillé avec Microsoft pour développer la technologie PhotoDNA), du professeur Michael Salter et de la directrice générale du CCPE, Lianna McDonald. Tous trois ont souligné que nous ne pouvons lutter contre les images d'abus pédosexuels en laissant l'industrie être récalcitrante ou complice et que des politiques doivent être mises en place pour assurer la protection, les droits et la sécurité des enfants, et non le respect de la vie privée des adultes.

Des propos sur lesquels a renchéri une courageuse mère d'une survivante d'abus pédosexuels avec prise d'images venue témoigner du vécu de sa famille et des effets traumatiques de la situation sur la vie de tous.

La variété des sujets abordés dans les présentations et les études de cas (p. ex. la façon dont les images d'abus pédosexuels font évoluer les connaissances sur les dévoilements d'abus, l'utilisation d'une approche sensible au traumatisme dans la gestion des témoins, la lutte contre le trafic de personnes en milieu rural) a donné des outils aux participants pour améliorer leur plan d'action vis-à-vis des enfants.

« C'était ma première participation au CEDE et j'ai été époustoufflé par la richesse de l'information et la qualité des présentateurs. Lâchez pas, vous faites un travail formidable! Ce colloque est précieux. »

– Participant au CEDE 2019 [traduction]

A photograph of two young boys. The boy on the left is leaning in and whispering into the ear of the boy on the right. The boy on the right is smiling slightly. The image has a blue color cast and a semi-transparent dark blue overlay at the bottom where the text is located.

QU'ON SE LE DISE :
CAMPAGNES DE SENSIBILISATION



On ne peut pas comprendre sans savoir. La sensibilisation est un moyen indispensable non seulement pour faire connaître les ressources et les programmes du CCPE aux familles canadiennes, mais aussi pour susciter une meilleure compréhension des problématiques entourant les images d'abus pédosexuels, des impacts de leur existence pour les victimes et les survivant.e.s, et du rôle que le public peut jouer pour offrir un monde meilleur aux enfants.

Il y a des voix qui font mal à entendre... mais qui doivent être entendues

Le CCPE apporte son soutien aux survivant.e.s d'abus pédosexuels avec prise d'images à travers des ressources spécialisées et des activités de représentation et de recherche dans le but de trouver des solutions à cette problématique mondiale. La campagne nationale *Il y a des voix qui font mal à entendre... mais qui doivent être entendues* place littéralement les voix des survivant.e.s au premier plan, en les citant directement et en les faisant entendre. Cette puissante campagne a été déployée sur des supports imprimés et sur les médias sociaux.

Le CCPE s'est adressé au vaste auditoire de la CBC en plaçant sur les sites d'actualités de la chaîne des bandeaux et des prévidéos qui ont généré respectivement 250 000 et 300 000 impressions.

Sur les médias sociaux, les utilisateurs étaient invités à se rendre à cyberaide.ca/survivantes_survivants pour se renseigner sur le travail du CCPE auprès des survivant.e.s. La vidéo de cette campagne — courte et percutante — faisait entendre une véritable survivante d'abus avec prise d'images. Elle a généré plus d'un million d'impressions rien qu'avec les stories Instagram, et un million de plus avec Facebook et Twitter. La page vers laquelle les gens étaient dirigés à la fin de la vidéo a enregistré 23 000 de pages vues **uniques** durant le mois de la campagne.

La campagne a aussi été déployée sur 11 panneaux d'affichage en ville et en région, huit annonces d'une demi-page dans des journaux de Winnipeg et des journaux ruraux, et 117 affiches numériques et classiques dans les toilettes publiques.





Et s'il s'agissait de la photo de votre enfant?

Pour cette campagne, Cyberaide.ca a décidé de s'adresser non pas aux ados, mais aux parents, et de les appeler à mettre leurs ados en garde contre les méfaits du sextage, autant pour eux-mêmes que pour les personnes figurant sur les photos et les vidéos qu'ils mettent en circulation.

Déployée sur différents supports (affiches dans les toilettes publiques, les rues et les transports publics, vidéos d'avant-séance dans les cinémas et médias sociaux), cette campagne dirigeait les familles vers une page spéciale du site Cyberaide.ca offrant des amorces de conversation ainsi que des renseignements pour les jeunes et les familles sur les risques associés à l'envoi d'images de nudité, les conséquences juridiques et émotionnelles de la retransmission de telles images et ce qu'un ado doit faire lorsqu'il en reçoit. Elle a également mis en relief l'aide offerte par Cyberaide.ca lorsqu'un ado perd le contrôle d'une photo ou d'une vidéo intime.

Cette campagne a notamment généré plus d'un demi-million d'impressions sur Twitter, Facebook et Instagram, lesquelles ont généré 13 700 clics sur le lien menant à la page spéciale du site Cyberaide.ca.

Cinq annonces ont aussi été présentées dans des cinémas en ville et en région; à cela s'ajoutent 18 affiches de rue, 424 affiches dans des abris d'autobus et 93 affiches numériques et classiques dans les toilettes publiques.



Journées annuelles de sensibilisation

Journée des enfants disparus

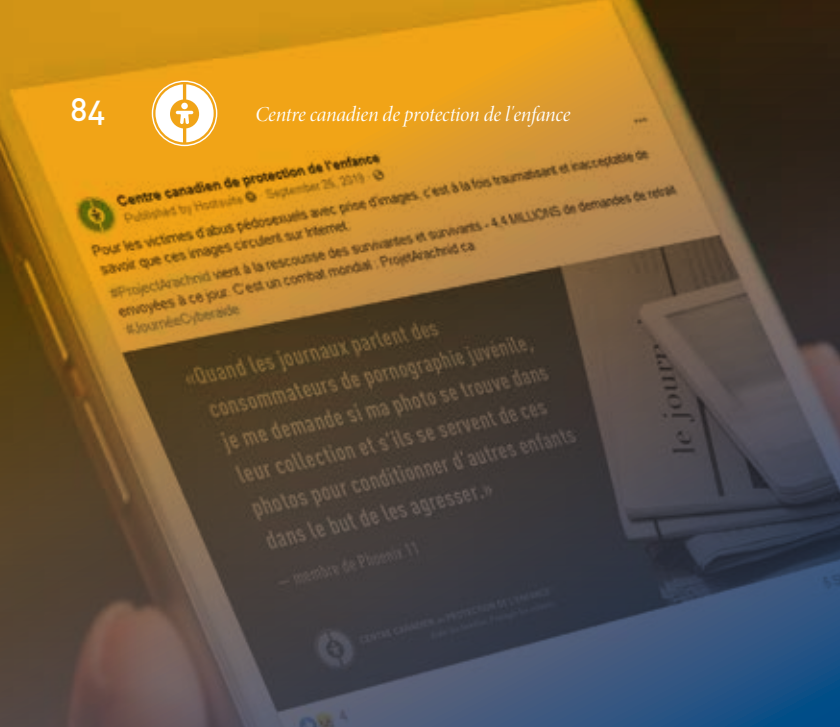
Chaque année, EnfantsPortesDisparus.ca intervient auprès d'un trop grand nombre de familles canadiennes éprouvées par la disparition d'un enfant. Durant le Mois des enfants disparus, nous avons attiré l'attention sur des cas tirés du fichier d'EnfantsPortesDisparus.ca pour chaque province et territoire dans l'espoir que leur mise en avant puisse aider à ramener ces enfants auprès de leurs

Sur les médias sociaux, nos campagnes ont généré près de 1 000 partages. Nous avons aussi fourni aux partenaires d'EnfantsPortesDisparus.ca, comme Peak of the Market, des signatures de courriel sur mesure mettant en relief des cas de disparition d'enfant dans leur province ou territoire.

Les chargées de dossier d'EnfantsPortesDisparus.ca ont donné trois entrevues médias, dont une avec la famille de Waylon Smith, porté disparu au Manitoba depuis 2006.



Pattison Affichage — un allié de longue date — a mis à notre disposition ses panneaux d'affichage classiques et numériques partout au Canada pour attirer l'attention sur des cas d'enfants disparus dans chaque province et territoire.



Journée de sensibilisation à Cyberaide.ca

Cyberaide.ca a vu le jour un 26 septembre et le CCPE souligne chaque année cet anniversaire par diverses initiatives (campagnes de sensibilisation, lancements de ressources, etc.) visant à mettre en évidence ses ressources.

Pour l'édition 2019 de la Journée de sensibilisation à Cyberaide.ca, le CCPE a mis en relief le précieux soutien que Projet Arachnid apporte aux survivant.e.s avec les 4,4 millions de demandes de suppression⁹ d'images d'abus pédosexuels qu'il avait jusque là adressées aux hébergeurs. Ce fut l'occasion également de mettre en avant les centrales de signalement étrangères qui travaillent au sein de la plateforme pour aider à lutter contre ce fléau mondial.

Les publications renvoyant à ProjetArachnid.ca sur Facebook et Twitter ont cumulé 23 000 impressions, entraînant près de 700 consultations du site Web pour la seule journée du 26 septembre.

⁹ Il s'agit du nombre de demandes de suppression que Projet Arachnid avait adressées aux hébergeurs en date de septembre 2019. En date du 21 juillet 2020, ce nombre s'élevait à plus de 6 millions.



Journée pour un Internet plus sûr

À l'occasion de la Journée pour un Internet plus sûr, qui a lieu chaque année au début de février, des gens de partout dans le monde s'unissent pour apprendre aux enfants et aux ados à se servir du numérique de façon prudente et responsable. Pour l'édition 2020, le CCPE a demandé aux familles de mettre leurs préados en garde contre les risques de la vidéo en direct parce que Cyberaide.ca avait constaté une **augmentation de 57 %**¹⁰ des signalements d'adultes ayant contacté des enfants de 8 à 12 ans pour des motifs sexuels dans le contexte d'une diffusion en direct.

Le CCPE a publié un communiqué de presse pour faire état de quelques-uns des cas signalés et donner trois conseils aux parents pour mieux protéger leurs enfants sur Internet. Les parents étaient en outre invités à consulter ParentsCyberAvertis.ca pour obtenir d'autres conseils de sécurité en ligne par âge.

Le personnel du CCPE a participé à cinq entrevues médiatiques ce jour-là, tandis que les publications organiques et payantes diffusées pour l'occasion sur les médias sociaux (dont une vidéo reprenant les trois conseils aux parents) ont généré 800 000 impressions, 200 partages et près de 5 000 clics sur le lien vers ParentsCyberAvertis.ca.

Cette campagne servira de base à d'autres initiatives à venir, notamment des leçons d'éducation à la sécurité et des campagnes de sensibilisation sur l'exploitation sexuelle des enfants de 6 à 12 ans.

¹⁰ 68 signalements en 2018 vs 107 signalements en 2019.

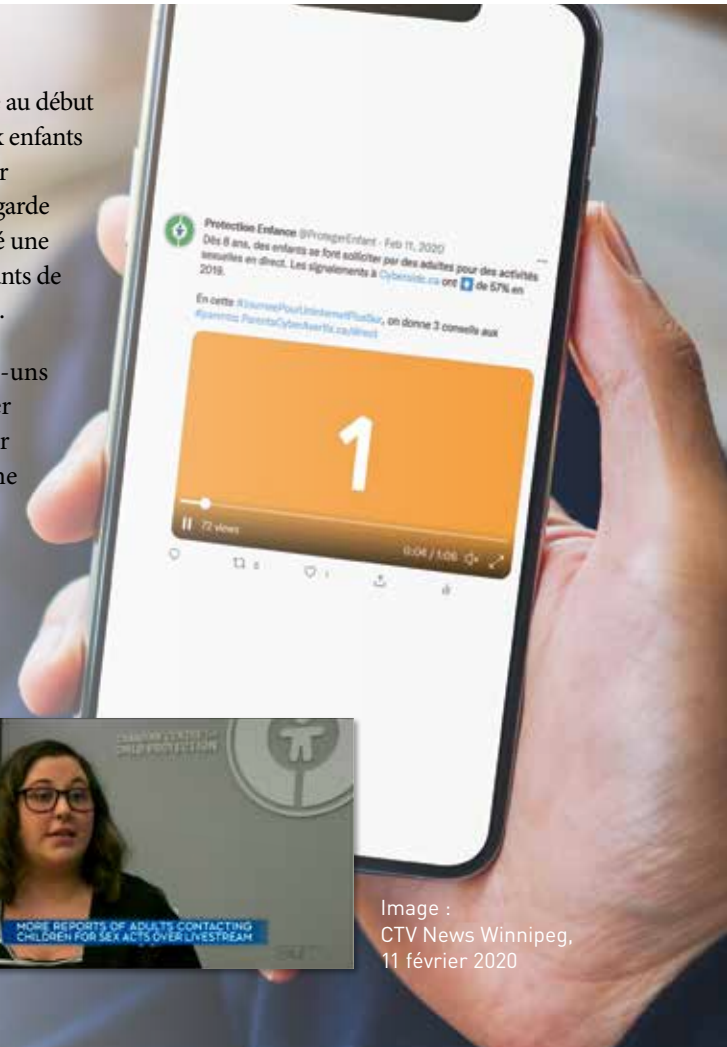


Image :
CTV News Winnipeg,
11 février 2020



VOLONTÉ DE PROTÉGER :
PARTENAIRES ET ALLIÉS



Partenaires fondateurs

Nous tenons à témoigner de notre plus grande reconnaissance à nos partenaires fondateurs pour ce qu'ils font pour la protection des enfants au Canada.

The logo for Bell, consisting of the word "Bell" in a bold, blue, sans-serif font.

The logo for Telus, featuring a stylized green and blue graphic element followed by the word "TELUS" in a bold, blue, sans-serif font with a registered trademark symbol.

The logo for Shaw, consisting of the word "Shaw" in a bold, blue, sans-serif font, followed by a closing parenthesis symbol.)



Grands contributeurs

Nous ne saurions accomplir notre mission sans le soutien des secteurs privé et public. Nous remercions toutes les organisations avec lesquelles nous travaillons jour après jour et saluons l'importance qu'elles accordent à la protection et à la sécurité des enfants.



Autres contributeurs





Alliés gouvernementaux



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Le soutien généreux du gouvernement du Canada aide le CCPE à faire connaître ses programmes et services à la population canadienne. Le soutien inconditionnel que Sécurité publique Canada apporte à Cyberaide.ca dans le cadre de la *Stratégie nationale pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle sur Internet* demeure essentiel à la bonne marche de ce service national. La GRC participe aussi à cette stratégie par l'entremise du Centre national contre l'exploitation d'enfants (CNCEE).



Le CCPE reçoit aussi le soutien du gouvernement du Manitoba en plus d'être l'organisme désigné par la Province pour recevoir les signalements faits en vertu de la *Loi sur les services à l'enfant et à la famille* (Manitoba) et du règlement qui en découle ainsi que pour recevoir les demandes d'aide et offrir du soutien aux termes de la *Loi sur la protection des images intimes* (Manitoba).



Home Office

Certaines améliorations apportées récemment à l'initiative Projet Arachnid du CCPE ont été financées en partie par le Secretary of State for the Home Department (secrétaire d'État à l'Intérieur) du Royaume-Uni. L'objectif de Projet Arachnid est de favoriser la collaboration à l'échelle mondiale pour réduire l'accessibilité des images d'abus pédosexuels.



ÉTATS FINANCIERS



Pour chaque dollar dépensé en 2019–2020, 95 cents ont servi à financer la mise en œuvre de programmes et services visant à protéger les enfants.

Services de soutien et d'intervention pour les enfants et les familles **77 %**

Services de sensibilisation, d'éducation et de prévention **18 %**

Administration **5 %**

Les données présentées sur cette page proviennent des états financiers consolidés de 2020 vérifiés par BDO Canada LLP. La version intégrale du rapport de vérification sera fournie sur demande.





Exercice se terminant le	31 mars 2020	31 mars 2019
ACTIFS		
Actifs à court terme	1 715 753	1 513 748
Biens immobilisés	74 530	101 288
	1 790 283	1 615 036
PASSIF		
Passif à court terme	357 072	246 694
Apports reportés	336 034	314 627
Apports reportés en immobilisations	74 530	101 288
	767 636	662 609
ACTIF NET	1 022 647	952 427
	1 790 283	1 615 036
REVENUS		
Contributions	3 836 640	3 840 101
Commandites	872 039	842 214
Produits et services	470 906	401 412
Dons	88 704	172 731
Subventions	197 072	221 122
Autres	19 696	11 524
	5 485 057	5 489 104
DÉPENSES		
Programmes	5 127 618	5 164 531
Administration	260 461	246 685
Amortissement	26 758	17 929
	5 414 837	5 429 145
SURPLUS	70 220	59 959





CENTRE CANADIEN de PROTECTION DE L'ENFANCE™

Aider les familles. Protéger les enfants.

 protegeonsnosenfants.ca

 [@ProtegerEnfant](https://twitter.com/ProtegerEnfant)

 [Centre canadien de protection de l'enfance](https://www.facebook.com/Centre.canadien.de.protection.de.l.enfance)

 [@cdnchildprotect](https://www.instagram.com/cdnchildprotect)